

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2227

25 août 2015

### SOMMAIRE

Adveq Europe Luxembourg III S.à r.l. ....	106866	Lavo Capital Group .....	106851
AESI II (Lux) S.à r.l. ....	106853	Leader Racing S.à r.l. ....	106850
A&G Luxembourg AM, S.A. ....	106852	Les Trois Anges .....	106856
Airports Group Europe S.à r.l. ....	106853	L.F.A. Hold A.G. ....	106850
Al Alabama (Luxembourg) Finance S.à r.l. ..	106885	Munin Investments S.à r.l. ....	106857
Allianz Investments III Luxembourg S.à r.l. .....	106853	OI-Clothing S.A. ....	106878
Alma Capital Europe .....	106851	Patron Savoy S.à r.l. ....	106858
Altisource Portfolio Solutions S.A. ....	106852	Paw Luxco I S.C.A. ....	106863
Alya Finance S.à r.l. ....	106855	PELARO-Investisseurs S.A. ....	106851
Arcipelagos SICAV .....	106852	Phase Europe Holding S.A. ....	106867
ARM Holdings .....	106852	Phase Europe Holding S.à r.l. ....	106867
CETP II Graze S.à r.l. ....	106895	PMW Holding Luxembourg S.A. S.P.F. ....	106857
Direl HoldCo S.à r.l. ....	106896	Private Equity Global Select II, Sicar S.C.A. .....	106896
Dow Corning Luxembourg Holdings S.à r.l. .....	106856	Private Equity Global Select V S.C.A., SICAR .....	106851
Fairview HoldCo S.à r.l. ....	106856	Private Equity Select S.C.A., SICAR .....	106855
Fiduciaire Centrale du Luxembourg S.A. ....	106856	Prora S.A. ....	106852
Five Arrows Secondary Opportunities III So- parfi SCA .....	106853	Ravago Production S.A. ....	106854
Hoxton (Lux) S.à r.l. ....	106856	Rimosa Holding S.A. ....	106854
JAB Consumer Fund SCA SICAR .....	106854	Rimosa S.A. ....	106854
Japan Dynamic Fund .....	106896	S.C.S.I. S.A. ....	106855
KPI Retail Property 11 S.à r.l. ....	106850	SELP (Delta Spare 4) S.à r.l. ....	106855
KPI Retail Property 3 S.à r.l. ....	106850	Selp (Delta Spare 6) S.à r.l. ....	106878
KPI Retail Property 9 S.à r.l. ....	106850	Solero HoldCo S.à r.l. ....	106851
L'Atelier de Soi .....	106850	Spectrum Media S.à r.l. ....	106855
		ZUGZWANG .....	106881

**KPI Retail Property 11 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 108.128.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015103124/9.  
(150113023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

---

**KPI Retail Property 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 108.114.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015103125/9.  
(150113026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

---

**KPI Retail Property 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 108.788.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015103126/9.  
(150113025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

---

**L.F.A. Hold A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 68.133.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015103133/9.  
(150113013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

---

**L'Atelier de Soi, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5553 Remich, 32, Quai de la Moselle.  
R.C.S. Luxembourg B 166.703.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015103134/9.  
(150113198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

---

**Leader Racing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4432 Soleuvre, 1, rue des Champs.  
R.C.S. Luxembourg B 159.449.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015103137/9.  
(150113092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

---

**Lavo Capital Group, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.  
R.C.S. Luxembourg B 178.893.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015103154/9.  
(150112689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

---

**PELARO-Investisseurs S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4735 Pétange, 21, rue J.-B. Gillardin.  
R.C.S. Luxembourg B 33.748.

Le Bilan abrégé au 31 Décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 29 juin 2015.  
Référence de publication: 2015103307/10.  
(150112706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

---

**Private Equity Global Select V S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.  
R.C.S. Luxembourg B 131.674.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015103319/10.  
(150112886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

---

**Solero HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.590,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 178.358.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Solero HoldCo S.à r.l.  
Un Mandataire*

Référence de publication: 2015103379/11.  
(150112955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

---

**Alma Capital Europe, Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 118.901.

**EXTRAIT**

Il résulte du conseil d'administration du 12 juin 2015 que la modification suivante a été apportée:

- Nomination d'Administrateur délégué:

\* Monsieur Henri Vernhes demeurant au 4, Cité Martignac, 75007, Paris, France, est nommé au poste d'Administrateur délégué avec effet au 12 juin 2015.

Le mandat susvisé prendra donc fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui se tiendra en 2017.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015106388/14.

(150117474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2015.

---

**Altisource Portfolio Solutions S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 72.391.

Les comptes annuels au 31 December 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015106390/9.

(150117760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2015.

---

**Arcipelagos SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 98.520.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Référence de publication: 2015106446/10.

(150117262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2015.

---

**ARM Holdings, Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 171.355.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juin 2015.

Référence de publication: 2015106450/10.

(150117317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2015.

---

**Prora S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 47.377.

Les comptes au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRORA S.A.

Jacopo ROSSI / Louis VEGAS-PIERONI

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2015108210/12.

(150118270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2015.

---

**A&G Luxembourg AM, S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 167.203.

*Extrait des résolutions prises par l'Associé unique à Luxembourg, le 29 juin 2015*

L'Associé unique décide, de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers S.à.r.l. en qualité de réviseur d'entreprises agréé de la société pour une nouvelle période d'un an prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016 et prend acte, de sa nouvelle adresse, L-2182 Luxembourg, Rue Gerhard Mercator, 2.

Pour extrait conforme

*Pour A&G Luxembourg AM, SA.*

Référence de publication: 2015109888/13.

(150119663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

---

**Allianz Investments III Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.  
R.C.S. Luxembourg B 88.960.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 6 juillet 2015.

Référence de publication: 2015109900/10.

(150118751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

---

**AESI II (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 192.175.

Les comptes annuels pour la période du 13 novembre 2014 (date de constitution) au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Référence de publication: 2015109923/11.

(150118863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

---

**Airports Group Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 45.002,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 167.449.

**EXTRAIT**

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale que:

- Mr. Christian Seymour, a démissionné de ses fonctions de gérant de classe A avec effet au 29 juin 2015.

- Mr. Mandeep Mundae, né le 24 décembre 1977 à Traralgon (Australie), résidant professionnellement au 3<sup>rd</sup> Floor, 60 Gresham Street, London EC2V 7BB (United Kingdom) a été nommé gérant de classe A avec effet au 29 juin 2015 et ce, pour une durée indéterminée.

- L'adresse de Mr Werner Kersch est dorénavant 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 06 juillet 2015.

*Pour la Société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015109896/19.

(150119870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

---

**Five Arrows Secondary Opportunities III Soparfi SCA, Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.  
R.C.S. Luxembourg B 174.439.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Pour copie conforme

*Pour la société*

Maître Carlo WERSANDT

*Notaire*

Référence de publication: 2015108639/14.

(150118310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2015.

---

**Rimosa S.A., Société Anonyme Soparfi,  
(anc. Rimosa Holding S.A.).**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 75.418.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2015.  
SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2015106170/11.

(150116194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

---

**JAB Consumer Fund SCA SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement  
en Capital à Risque.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 182.569.

Le Rapport annuel révisé au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2015.

*Pour le Conseil d'Administration*

Référence de publication: 2015108788/12.

(150118615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2015.

---

**Ravago Production S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 76-78, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 136.281.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue le 08 mai 2015*

M. Karl ROBIJNS, ancien responsable du trading chez Goldman Sachs, né le 10 mai 1968 à Louvain (Belgique), demeurant 70 Onslow Road, Walton on Thames, KT12 5AY, Royaume-Uni, est nommé en tant que nouveau Administrateur de catégorie B à partir du 1<sup>er</sup> Juin 2015 jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2016;

Les mandats d'Administrateur de catégorie A de:

RAVAGO MANAGEMENT S.à R.L., domiciliée au 76-78, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, représentée par Mme Gunhilde Van Gorp, Représentant Permanent, demeurant au 51, Poederstraat, B-2370 Arendonk,

M. Benoît PARMENTIER, conseiller économique, demeurant professionnellement au 76-78, rue de Merl, L-21 46 Luxembourg,

M. Axel ROUSSIS, Administrateur, demeurant au 7/33, Leuvenstraat, B-2000 Antwerpen,

Mme Daphne ROUSSIS, Administrateur, demeurant au 21/61, Sint-Michielskaai, B-2000 Antwerpen,

et les mandats d'Administrateurs de catégorie B de:

TAHLCO S.A., ayant son siège social au 62, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, représentée par M. Benoît DE KEIJSER Représentant Permanent, demeurant au 35, Zoerselbosdreef, B-2980 Zoersel M. Paul DEPUYDT, Administrateur, demeurant au 12, Arthur Goemaerelei, B-2018 Antwerpen

sont reconduits pour une nouvelle période statutaire d'un an jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016;

Le mandat de la société ERNST & YOUNG S.A., Auditeur indépendant, ayant son siège social au L-5365 Munsbach, 7, Parc d'Activités Syrdall, est reconduit pour une nouvelle période statutaire d'un an jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Luxembourg, le 8 mai 2015.

Certifié sincère et conforme

RAVAGO PRODUCTION S.A.

B. PARMENTIER / P. DEPUYDT

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2015106167/31.

(150116152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

---

**Alya Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 107.689.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015109109/10.

(150118699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

**S.C.S.I. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9911 Troisvierges, 11, rue de Drinklange.  
R.C.S. Luxembourg B 95.691.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 29.06.15*

L'assemblée acte le transfert du siège à 11, rue de Drinklange à 9911 TROISVIERGES

J.-F. THELLIN / J.-L. LOUIS.

Référence de publication: 2015103362/10.

(150112499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

**Private Equity Select S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.  
R.C.S. Luxembourg B 148.942.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015103320/10.

(150112885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

**Spectrum Media S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 568.132,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 131.105.

*Rectificatif au dépôt fait au Registre de Commerce et des Sociétés, enregistrée et déposée le 11 juin 2015, référence L150101023*

Il y a lieu de lire que la date de nomination de Monsieur Yves Cheret est le 10 juin 2015 au lieu du 10 mai 2015.

Référence de publication: 2015103382/11.

(150112340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

**SELP (Delta Spare 4) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 35-37, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 196.546.

Par résolutions signées en date du 16 juin 2015, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 35-37, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg avec effet au 30 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 30 juin 2015.

Référence de publication: 2015103416/13.

(150113155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.



**Les Trois Angés, Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.  
R.C.S. Luxembourg B 71.673.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015103158/9.

(150113018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

---

**Hoxton (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 196.451.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Référence de publication: 2015103972/10.

(150114575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

---

**Fairview HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 134.343.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Fairview Holdco S.à r.l.*

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015103881/11.

(150114066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

---

**Fiduciaire Centrale du Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 57.321.

*Rectificatif au dépôt n° L140097908 effectué en date du 13 juin 2014*

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015103901/11.

(150114187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

---

**Dow Corning Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 148.498.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

*Signature*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015103808/12.

(150113645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

---



**Munin Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 167.250.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Munin Investments S.à r.l.*

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015104129/11.

(150114064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2015.**PMWHL S.A. S.P.F., PMW Holding Luxembourg S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 173.653.

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme, société de gestion de patrimoine familial «PMW Holding Luxembourg S.A. S.P.F.» en abrégé «PMWHL S.A. S.P.F.», établie et ayant son siège social à L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener, constituée suivant acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 10 décembre 2012, publié au Mémorial C numéro 285 du 6 février 2013, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 173653.

La séance est ouverte à 16.00 heures, sous la présidence de Monsieur Nicolas de Caritat de Peruzzis, employé privé, demeurant professionnellement à L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener.

Le Président désigne comme secrétaire et scrutateur Madame Emilie Delage, employée privée, demeurant professionnellement à L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener.

Le Président expose ensuite:

- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les cinq mille actions (5.000.-), d'une valeur nominale de dix euros (10.-€), représentant l'intégralité du capital social de cinquante mille euros (50.000.-€) sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut ainsi délibérer et décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence, ainsi que les procurations des actionnaires représentés après avoir été signées ne varientur par les membres du bureau et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit.

1.- Augmentation de capital social d'un montant de deux cent mille euros (€ 200.000,-) pour le porter de son montant actuel de cinquante mille euros (€ 50.000,-) à deux cent cinquante mille euros (€ 250.000,-) par la création et l'émission de vingt mille (20.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de dix euros (€ 10.-) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les actions anciennes.

2.- Souscription et libération intégrale en espèces des vingt mille (20.000) actions nouvelles par les actionnaires existants de la société.

3.- Modification afférente du premier alinéa de l'article cinq des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«Le capital social de la société est fixé à deux cent cinquante mille euros (250.000,-) représenté par vingt-cinq mille (25.000) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10.-) chacune.»

4. Divers.

Après en avoir délibéré, l'assemblée adopte, à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide de porter le capital social de cinquante mille euros (€ 50.000,-) à deux cent cinquante mille euros (€ 250.000,-) par voie d'augmentation de capital à concurrence de deux cent mille euros (€ 200.000,-) par la création et l'émission de vingt mille (20.000) actions nouvelles, d'une valeur nominale de dix euros (€ 10.-), donnant les mêmes droits et avantages que les actions anciennes.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide d'admettre à la souscription et à la libération des vingt mille (20.000) actions nouvelles, les actionnaires existants, chacun au prorata des actions qu'ils détiennent et les libérer intégralement moyennant un versement en numéraire d'un montant de deux cent mille euros (€ 200.000,-).

La preuve de l'augmentation de capital au montant de deux cent mille euros (€ 200.000,-) a été prouvée au notaire instrumentant sur le vu d'un certificat bancaire.

*Troisième résolution*

En conséquence des résolutions qui précèdent, le premier alinéa de l'article 5 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«Le capital social de la société est fixé à deux cent cinquante mille euros (250.000,-) représenté par vingt-cinq mille (25.000) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10.-) chacune.»

Les autres alinéas de l'article 5 restent inchangés.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, le Président lève la séance.

*Frais*

Tous les frais et honoraires, quels qu'ils soient, dus en vertu des présentes sont à la charge de la société.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: DE CARITAT DE PERUZZIS, DELAGE, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 01/07/2015. Relation: EAC/2015/15058. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): HALSDORF.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 06/07/2015.

Référence de publication: 2015108201/69.

(150118079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2015.

**Patron Savoy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 198.140.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth of June.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Patron Investments IV S.à r.l., a limited liability company with registered office at L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 160.456,

here represented by Mrs Isabel DIAS, private employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Luxembourg on June 25<sup>th</sup>, 2015.

Said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

**Art. 1.** There exists among the subscribers and all persons and entities who may become shareholders in the future a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of "Patron Savoy S.à r.l." (the Company).

**Art. 2.** The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also give guarantees and grant security interests over some or all of its assets, including without limitation, by way of pledge, transfer or encumbrance, in favour of or for the benefit of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company.

The Company may borrow in any form and issue notes, bonds, debentures, certificates, shares, beneficiary parts, warrants and any kind of debt or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company.

**Art. 3.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4.** The registered office is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 5.** The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares having a nominal value of twenty-five euro (EUR 25) per each share.

**Art. 6.** The capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholders meeting, in accordance with article 13 of these articles of association.

**Art. 7.** Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

**Art. 8.** Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**Art. 9.** In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act).

**Art. 10.** The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not bring the Company to an end.

**Art. 11.** The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by the general shareholder meeting, by a decision adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 11 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The company shall be bound towards third parties by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the single signature of any member of the board of managers. The board of managers may elect among its members a general manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the powers of the board of managers.

The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, written notices of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or telex another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation by a manager in a meeting by conference call or by other similar means of communication shall be deemed

to be a participation in person at such meeting. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers, present or represented at the board meeting, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case it shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolution shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

**Art. 12.** The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

**Art. 13.** The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Companies Act.

**Art. 14.** The Company's year starts on January 1<sup>st</sup> and ends on December 31<sup>st</sup> of each year.

**Art. 15.** Each year, with reference to December 31<sup>st</sup>, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 16.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits is at the free disposal of the shareholder's general meeting. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

**Art. 17.** At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 18.** Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

#### *Subscription and Payment*

All the five hundred (500) shares have been subscribed by Patron Investments IV S.à r.l., prenamed.

All shares have been fully paid-up by contribution in cash, so that the sum of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is at the free disposal of the Company; evidence of which has been given to the undersigned notary.

#### *Transitory Provision*

The first financial year shall begin today and it shall end on December 31<sup>st</sup>, 2015.

#### *Estimate of costs*

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

#### *Extraordinary general meeting*

Immediately after the incorporation, the sole shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1) The number of managers is set at two (2). The meeting appoints as managers of the Company for an unlimited period of time:

- Mr. Steve van den Broek, director, born in Antwerp, Belgium, on July 26<sup>th</sup>, 1970, residing professionally at 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg; and

- Mrs. Géraldine Schmit, director, born in Messancy (Belgium) on November 12<sup>th</sup>, 1969, residing professionally at 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

2) The registered office is established in L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with Us, the notary, the present original deed.

### Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### A COMPARU:

Patron Investments IV S.à r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social à L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 160.456,

ici représentée par Madame Isabel DIAS, employée privée, résidant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 25 juin 2015.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte des parties comparantes et le notaire instrumentaire, demeure annexée au présent acte avec lequel elle est enregistrée.

Laquelle comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe entre les souscripteurs et toutes les personnes ou entités qui pourraient devenir associés par la suite une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de "Patron Savoy S.à r.l." (ci-après, la Société).

**Art. 2.** L'objet social de la Société est l'accomplissement de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par la vente, par échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de son portefeuille.

La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. Elle pourra nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de titres, obligations, bons de caisse, certificats, parts bénéficiaires et warrants ainsi que et toute sorte d'instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux issus du produit de prêts et/ou émissions de valeurs mobilières à ses filiales, à des sociétés affiliées ainsi qu'à toute autre société.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

La Société peut ouvrir des succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

**Art. 5.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25.- EUR) chacune.

**Art. 6.** Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 13 des présents statuts.

**Art. 7.** Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

**Art. 8.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

**Art. 9.** Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales peuvent être cédées, à condition d'observer les exigences de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915).

**Art. 10.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 11.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle



il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 11.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par rapport aux tiers par la seule signature du gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, par la seule signature d'un membre quelconque du conseil de gérance. Le conseil de gérance peut élire parmi ses membres un gérant-délégué qui aura le pouvoir d'engager la Société par la seule signature, pourvu qu'il agisse dans le cadre des compétences du conseil de gérance.

L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie, au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion de s'entendre mutuellement. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication sera considérée comme une participation en personne à la réunion. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants, présents ou représentés au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

**Art. 12.** Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

**Art. 13.** L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

**Art. 14.** L'année sociale de la Société commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

**Art. 15.** Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

**Art. 16.** Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

**Art. 17.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 18.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

*Souscription et libération*

Toutes les cinq cents (500) parts sociales ont été souscrites par Patron Investments IV S.à r.l., préqualifiée.

Toutes les parts ont été intégralement libérées par apport en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

*Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2015.

*Evaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement mille quatre cents euros (1.400.- EUR).

*Assemblée générale constitutive*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique préqualifié représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à deux (2). Sont nommés comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:
  - Monsieur Steve van den Broek, gérant de Sociétés, né à Anvers, Belgique, le 26 juillet 1970, demeurant professionnellement au 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg; et
  - Madame Géraldine Schmit, gérant de Sociétés, née à Messancy (Belgique) le 12 novembre 1969, résidant professionnellement au 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

2. Le siège social de la société est établi à 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 30 juin 2015. 2LAC/2015/14507. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

*Le Receveur* (signé): André Muller.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2015.

Référence de publication: 2015108170/278.

(150118476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2015.

**Paw Luxco I S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 159.477.

In the year two thousand and fifteen, on the seventeenth day of June.

Before us Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Paw Luxco I S.C.A., a société en commandite par actions, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 159.477 (the "Company"), incorporated on 25 February 2011 pursuant to a notarial deed, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1245 of 9 June 2011. The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time on 15 January 2014 pursuant to a notarial, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1532 of 13 June 2014.

The meeting was opened at 11:00 a.m. with Mr François Deprez, residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Mr. Adrien Pastorelli, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Urbain Gwiza, residing in Luxembourg.



The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

(i) That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. Decision to amend article 9.2 (a) of the articles of association of the Company as follows:

“ **Art. 9.2. General Transfer Restrictions.** No Transfers of Interests are permitted other than in accordance with this Article 9.2.

(a) Notwithstanding any other provision of these Articles or any shareholders' agreement that may have been entered or to be entered into between shareholders from time to time, a holder may only Transfer Class A1a Shares if, at the same time, that holder also makes a proportionate Transfer of Series A PECs (and vice versa) so that the ratio of Class A1a Shares to Series A PECs held before such Transfer by such holder shall, as closely as possible, equal the ratio of Class A1a Shares to Series A PECs held by such holder after such Transfer. Any purported Transfer of Interests which does not comply with this article shall be void and of no effect.”; and

2. Decision to (i) add the following definitions in article 28 of the articles of association of the Company:

“Class A Shares” means together Class A1a, Class A1b, Class A2, Class A3 and Class A4 Shares;

”PECs” mean the Series A PECs and Series B PECs;

“Series A PECs” means the Series A preferred equity certificates issued by the Company from time to time.

“Series B PECs” means the Series B preferred equity certificates issued by the Company from time to time.”

and (ii) to amend the following definitions in the same article:

“Interests” shall mean the Ordinary Shares or PECs, or all of them, as the context may require.

”Sharing Percentage” shall mean, as of any date of determination, with respect to any Shareholder, such Shareholders’ pro rata percentage of all Class A Shares outstanding at that date.”

(ii) That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares were shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) The proxies of the represented shareholders, initialed “ne varietur” by the appearing parties will also remain annexed to this deed.

(iv) That the convening notices were sent to the shareholders of the Company by registered mail on 5 June 2015.

(v) It appears from the attendance list that out of the (2,570,001) shares in issue, two million four hundred four thousand sixty-five (2,404,065) shares including the management Share are represented so that more than half of the share capital of the Company is represented.

(vi) That the present meeting was regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

The general meeting requested the undersigned notary to record the following resolutions:

*First Resolution*

The general meeting resolves to amend article 9.2 (a) of the articles of association of the Company as follows:

“ **Art. 9.2. General Transfer Restrictions.** No Transfers of Interests are permitted other than in accordance with this Article 9.2:

(a) Notwithstanding any other provision of these Articles or any shareholders' agreement that may have been entered or to be entered into between shareholders from time to time, a holder may only Transfer Class A1a Shares if, at the same time, that holder also makes a proportionate Transfer of Series A PECs (and vice versa) so that the ratio of Class A1a Shares to Series A PECs held before such Transfer by such holder shall, as closely as possible, equal the ratio of Class A1a Shares to Series A PECs held by such holder after such Transfer. Any purported Transfer of Interests which does not comply with this article shall be void and of no effect.”

*Second Resolution*

The general meeting resolves (i) to add the following definition in article 28 of the articles of association of the Company:

“Class A Shares” means together Class A1a, Class A1b, Class A2, Class A3 and Class A4 Shares;

”PECs” mean the Series A PECs and Series B PECs;

“Series A PECs” means the Series A preferred equity certificates issued by the Company from time to time.

“Series B PECs” means the Series B preferred equity certificates issued by the Company from time to time.”; and

(ii) to amend the following definitions in the same article:

”Interests” shall mean the Ordinary Shares or PECs, or all of them, as the context may require.

”Sharing Percentage” shall mean, as of any date of determination, with respect to any Shareholder, such Shareholders’ pro rata percentage of all Class of A Shares outstanding at that date.”

There being no further business on the agenda, the Extraordinary General Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, civil status and residences, signed together with Us, the Notary, the present original deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le dix-sept juin.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Paw Luxco I S.C.A., une société en commandite par actions, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159.477 (la «Société»), constituée le 25 février 2011 par un acte notarié, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1245 du 9 juin 2011. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois selon un acte notarié en date du 15 février 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1532 du 13 juin 2014.

L'assemblée est ouverte à 11 heures, sous la présidence de Monsieur François Deprez, demeurant à Luxembourg, qui a désigné comme secrétaire Monsieur Adrien Pastorelli, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Monsieur Urbain Gwizadomicilié, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

#### *Agenda*

1 Décision de modifier l'article 9.2 (a) des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 9.2. Restrictions Générales en Matière de Transfert.** Aucun Transfert d'Intérêts n'est autorisé s'il ne répond pas aux exigences du présent article 9.2.

(a) Nonobstant toute autre disposition des Statuts ou de tout pacte d'actionnaires conclu ou à conclure entre actionnaires en temps opportun, le cédant ne peut Transférer des Actions de la Classe A1a que si, en même temps, ledit cédant fait également un Transfert proportionnel de Series A PECs (et vice versa) pour que la proportion d'Actions de la Classe A1a par rapport aux Series A PECs détenus avant ledit Transfert par ledit cédant demeure, le plus possible, égal à la proportion d'Actions de la Classe A1a par rapport aux Series A PECs détenus par ledit cédant après ledit Transfert. Tout Transfert d'Intérêts envisagé en violation des présentes dispositions sera nul et non avenue.»; et

2 Décision (i) d'ajouter les définitions suivantes aux définitions de l'article 28 des statuts de la Société:

«Actions de Classe A» signifie ensemble les Actions de la Classe A1a, les Actions de la Classe A1b, les Actions de la Classe A3 et les Actions de la Classe A4;

«Series A PECs» signifie la Series A de preferred equity certificates (titres de capitaux privilégiés) émis par la Société de temps à autre;

«Series B PECs» signifie la Series B de preferred equity certificates (titres de capitaux privilégiés) émis par la Société de temps à autre;

«PECs» signifie la Series A PECs et la Series B PECs.»

et de (ii) modifier les définitions suivantes du même article:

«Intérêts» signifie les Actions Ordinaires ou PECs, ou l'ensemble de ceux-ci, en fonction du contexte;

«Pourcentage de participation» signifie, à une date de détermination, eu égard à un Actionnaire, le pourcentage au pro rata dudit Actionnaire de toutes les Actions de Classe A en circulation à la date en question.».

(ii) Que les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, dûment signée par les actionnaires, les procurations des associés représentés ainsi que par les membres du bureau sera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

(iii) Les procurations des associés représentés, paraphées «ne varietur» par les parties comparantes seront aussi annexées au présent procès-verbal.

(iv) Que les avis de convocation ont été envoyés aux actionnaires de la Société par courrier recommandé le 5 juin 2015.

(v) Il ressort de la liste de présence que sur les deux millions cinq cent soixante-dix mille un (2.570.001) d'actions émises deux millions quatre cent quatre mille soixante-cinq (2.404.065) actions y compris l'action de Commandité sont représentées, de sorte que plus de la moitié du capital social de la Société est représentée.

(vi) Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur l'ordre du jour.

L'assemblée décide, après délibération, de prendre les résolutions suivantes:

*Première Résolution*

L'assemblée générale décide de modifier l'article 9.2 (a) des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 9.2. Restrictions Générales en Matière de Transfert.** Aucun Transfert d'Intérêts n'est autorisé s'il ne répond pas aux exigences du présent article 9.2.

(a) Nonobstant toute autre disposition des Statuts ou de tout pacte d'actionnaires conclu ou à conclure entre actionnaires en temps opportun, le cédant ne peut Transférer des Actions de la Classe A1a que si, en même temps, ledit cédant fait également un Transfert proportionnel de Series A PECs (et vice versa) pour que la proportion d'Actions de la Classe A1a par rapport aux Series A PECs détenus avant ledit Transfert par ledit cédant demeure, le plus possible, égal à la proportion d'Actions de la Classe A1a par rapport aux Series A PECs détenus par ledit cédant après ledit Transfert. Tout Transfert d'Intérêts envisagé en violation des présentes dispositions sera nul et non avenu.»

*Deuxième Résolution*

L'Assemblée générale décide (i) d'ajouter les définitions suivantes aux définitions de l'article 28 des statuts de la Société:

«Actions de Classe A» signifie ensemble les Actions de la Classe A 1 a, les Actions de la Classe A 1 b, les Actions de la Classe A3 et les Actions de la Classe A4;

«Series A PECs» signifie la Series A de preferred equity certificates (titres de capitaux privilégiés) émis par la Société de temps à autre;

«Series B PECs» signifie la Series B de preferred equity certificates (titres de capitaux privilégiés) émis par la Société de temps à autre;

«PECs» signifie la Series A PECs et la Series B PECs.» et

(ii) de modifier les définitions suivantes du même article:

«Intérêts» signifie les Actions Ordinaires ou PECs, ou l'ensemble de ceux-ci, en fonction du contexte.;

«Pourcentage de participation» signifie, à une date de détermination, eu égard à un Actionnaire, le pourcentage au pro rata dudit Actionnaire de toutes les Actions de Classe A en circulation à la date en question.».

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, les dits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. DEPPEZ, A. PASTORELLI, U. GWIZA, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 19 juin 2015. Relation: EAC/2015/14037. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

*Le Receveur ff.* (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015108171/160.

(150118865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2015.

**Adveq Europe Luxembourg III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 104.495,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 191.507.

*Extrait de la résolution des associés*

En date du 1<sup>er</sup> juillet 2015, les associés ont décidé comme suit:

- D'accepter la démission d'Elizabeth Wilhelmina Timmer en tant que gérant avec pouvoir de signature B et ce avec effet au 29 mai 2015;

- De nommer François-Xavier Goossens, né le 8 mai 1976 à Bruxelles, Belgique, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que gérant avec pouvoir de signature B de la Société et ce avec effet au 29 mai 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Carsten SÖNS

*Mandataire*

Référence de publication: 2015106380/19.

(150117712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2015.

**Phase Europe Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Phase Europe Holding S.A.).**

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 72.392.

L'an deux mille quinze, le dix-neuf juin,

Par devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de PHASE EUROPE HOLDING S.A., une Société Anonyme existante et régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social 241, route de Longwy, L-1941 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 72392, constituée suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg en date du 29 octobre 1999, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (le Mémorial C) numéro 8 du 4 janvier 2000; et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg en date du 14 mars 2007 publié au Mémorial C numéro 1750 du 18 août 2007 (la Société).

L'assemblée est présidée par Monsieur Pascal HENNUY, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur François DIFFERDANGE, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

*Ordre du jour*

1. Changement de la forme juridique de la société, pour la transformer de société anonyme en société à responsabilité limitée;

2. Réduction du capital social d'un montant de deux cent quinze mille cinq cent onze euros et cinq centimes d'euros (EUR 215.511,05) pour le ramener de son montant actuel de deux cent trente-sept mille cent euros (EUR 237.100,-) à vingt et un mille cinq cent quatre-vingt-huit euros et quatre-vingt-quinze centimes d'euros (EUR 21.588,95) en réduisant la valeur nominale des actions, afin d'apurer les pertes accumulées à due concurrence;

3. Modification de la dénomination sociale en PHASE EUROPE HOLDING S. à r.l.;

4. Décharge aux membres du Conseil d'Administration et au Commissaire aux Comptes;

5. Nomination des nouveaux gérants de la Société;

6. Transfert du siège statutaire de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers l'Italie;

7. Etablissement du siège statutaire de la Société à Rome (Italie);

8. Adoption de la forme sociale de società a responsabilità limitata soumis au droit italien et de la dénomination de SVILUPPO 2015 s.r.l.;

9. Remplacement des gérants;

10. Refonte complète des statuts pour les adapter au droit italien et approbation;

11. Délégation de pouvoirs.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau, laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés qui le désirent, et le bureau de l'assemblée, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement. Les procurations des actionnaires représentés resteront aussi annexées au présent procès-verbal.

III.- Que les deux mille trois cent soixante et onze (2.371) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune représentant l'intégralité du capital social étant présentes ou représentées à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable peuvent en conséquence valablement délibérer sur ces points, sus-reproduit.

L'assemblée générale, après délibération, approuve à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de changer la forme légale de la société, et de la transformer de société anonyme en société à responsabilité limitée.

*Désignation de l'associé unique de la société:*

L'Assemblée décide de supprimer la valeur nominale des actions et d'annuler les deux mille trois cent soixante et onze (2.371) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune existantes pour les remplacer par deux mille

trois cent soixante et onze (2.371) parts sociales sans désignation de valeur nominale appartenant toutes à l'associé unique suivant:

Esperia Servizi Fiduciari SpA, ayant son siège social à Via Filodrammatici, 5 Milano (MI -Italia) immatriculée à Milan sous le N° 00733970347.

#### *Valeur actuelle des actifs nets*

L'assemblée générale a pris connaissance et approuvé le bilan intérimaire de la Société au 31 mai 2015 (le Bilan Intérimaire) dont une copie restera ci-annexée et décide d'approuver la valeur nette de la Société.

#### *Deuxième résolution*

Suite à l'examen du bilan intérimaire, l'assemblée décide de réduire le capital social d'un montant de deux cent quinze mille cinq cent onze euros et cinq centimes d'euros (EUR 215.511,05) pour le ramener de son montant actuel de deux cent trente-sept mille cent euros (EUR 237.100,-) à vingt et un mille cinq cent quatre-vingt-huit euros et quatre-vingt-quinze centimes d'euros (EUR 21.588,95) par réduction de la valeur nominale des parts sociales afin d'apurer les pertes accumulées à due concurrence.

Le capital social s'élève désormais à vingt et un mille cinq cent quatre-vingt-huit euros et quatre-vingt-quinze centimes d'euros (EUR 21.588,95) représenté par deux mille trois cent soixante et onze (2.371) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale en PHASE EUROPE HOLDING S.à r.l. et afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent d'adopter les nouveaux statuts de la société comme suit:

#### «STATUTS

#### **Dénomination - Siège - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sur les sociétés à responsabilité limitée, telles que modifiées, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, un associé unique peut s'associer à un ou plusieurs partenaires et, de la même manière, les associés ultérieurs peuvent prendre toutes mesures appropriées pour restaurer le caractère unipersonnel de la société. Aussi longtemps que la Société demeure avec un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'Assemblée Générale des associés.

**Art. 2.** La dénomination de la société sera PHASE EUROPE HOLDING S.à.r.l.

**Art. 3.**

« **Art. 2. La société a pour objet.** la création, la mise en place, et la gestion du développement informatique dans différents domaines et notamment Internet avec la constitution de site web et base de données et le développement spécifique de programmes de gestion Internet générant une licence d'exploitation. Le conseil en général dans le domaine informatique, la création de logiciel, la formation dans le domaine d'application de logiciels en donnant des cours, la vente d'appareils d'informatique et outsourcing. L'intermédiaire dans le domaine des services et/ou des biens, la prestation de services administratifs dans le cadre de la mise en place et l'Administration de toutes structures juridiques et la prestation de tous services dans le domaine de l'intermédiation commerciale et industrielle.

En outre, la société a en outre pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par la voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et/ou subordonnées et de bons et en accordant des prêts ou garanties à des sociétés dans lesquelles elle aura pris des intérêts.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation ainsi que la prestation de tous services d'agent ou de mandataire commercial et/ou industriel, soit qu'elle se porte elle-même contrepartie, soit qu'elle agisse comme déléguée ou intermédiaire.

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger

se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

**Art. 5.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 6.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 7.** Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

### Capital - Parts sociales

**Art. 8.**

8.1 Le capital social est fixé à vingt et un mille cinq cent quatre-vingt-huit euros et quatre-vingt-quinze centimes d'euros (EUR 21.588,95) représenté par deux mille trois cent soixante et onze (2.371) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

8.2 Le capital souscrit peut être modifié sur décision de l'associé unique ou, comme cela peut être le cas, par décision de l'assemblée des associés statuant de la même manière que pour une modification des statuts.

8.3 Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance seront de plus autorisés et habilités à émettre des obligations convertibles ou des instruments assimilés ou des obligations avec droits de souscription ou d'émettre tout instruments financiers convertibles en parts sociales à des conditions établies par le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance, pour autant cependant que ces obligations ou instruments ne soient pas émis au public et que au moment de la conversion, l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel que modifié, soit respecté.

**Art. 9.** Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

**Art. 10.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

### Gérance

**Art. 11.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par les associés avec ou sans limitation de leur mandat.

Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

S'il n'y a qu'un seul gérant, la société sera valablement engagée à l'égard des tiers par la seule signature d'un gérant unique.

En cas de pluralité de gérants, la société sera engagée par la signature conjointe de deux gérants.

**Art. 12.** Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société indemniserà tout gérant et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais, dommages, coûts et indemnités raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de gérants, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire/associée ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils auraient été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société; en cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans le cas où la Société serait informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas pour les personnes susnommées d'autres droits auxquels elles pourraient prétendre.

**Art. 13.** Les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement qu'autant que le nombre de gérants prenant part au conseil résidant en dehors du Luxembourg soit inférieur au nombre de gérants présents au Luxembourg, présents ou représentés. Indépendamment du nombre des gérants présents, un quorum de gérants résidant en dehors du Luxembourg ne peut être réuni à chaque conseil.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme ou télex un autre gérant pour le représenter.



Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

**Art. 14.** Chaque associé a le droit de nommer un représentant pour assister en tant qu'observateur à chaque conseil de gérance et à chaque réunion, ou chaque comité lié à ces conseils de gérance. La nomination et révocation d'un tel représentant devront être notifiées par écrit à la Société -ayant nommé, dans le cas d'une révocation, ou voulant nommer un observateur- par l'associé et prendront effet dès réception de la notification au siège social de la Société ou à toute réunion du conseil de gérance ou tout comité lié.

#### **Décisions des associés**

**Art. 15.** Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq.

Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

**Art. 16.** Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

#### **Exercice social - Comptes annuels**

**Art. 17.** L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 18.** Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

**Art. 19.** Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

**Art. 20.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

#### **Dissolution - Liquidation**

**Art. 21.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.



### Loi applicable

**Art. 22.** Les lois mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.»

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée décide d'accorder décharge pleine et entière aux administrateurs et au Commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date du présent acte.

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée approuve la nomination de la personne suivante en tant que nouveau gérant unique de la société pour une durée illimitée:

- Monsieur Tom DONOVAN, demeurant professionnellement au 79, Glenevara Park Knocklyon Dublin 16.

#### *Sixième résolution*

L'assemblée générale décide par la présente d'approuver le transfert du siège statutaire et de l'administration centrale de la Société sans dissolution mais au contraire avec pleine continuation de sa personnalité morale, juridique et fiscale du Grand-Duché de Luxembourg en Italie (le Transfert) ainsi que le changement de nationalité de la Société afin d'adopter la nationalité italienne.

L'assemblée générale prend note que la date effective du Transfert doit coïncider avec la date de l'enregistrement de la Société auprès du registre du commerce italien (la Date Effective).

#### *Septième résolution*

L'assemblée générale décide par la présente d'établir le siège social de la Société à Rome, via Flaminia 135, code postal 00198 (Italie), sous réserve de l'existence valide de la Société en Italie et de l'enregistrement de la Société auprès du registre de commerce italien.

L'assemblée constate que la société n'a aucune succursale au Grand-Duché de Luxembourg, qu'aucune action sans droit de vote n'a été émise par la Société et qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la Société, et que dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec les changements envisagés.

#### *Huitième résolution*

L'assemblée générale reconnaît par la présente que la Société doit continuer à exister comme une même entité légale sous la forme d'une società a responsabilità limitata soumise au droit italien et que le nom de la Société doit se lire comme suit: SVILUPPO 2015 s.r.l.; ce, sous réserve de l'existence valide de la Société en Italie et de l'enregistrement de la Société auprès du registre du commerce italien.

La transformation de la Société et le transfert se font sur base du bilan intérimaire.

#### *Neuvième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier la composition du conseil d'administration de la Société avec effet à partir de la Date Effective.

L'assemblée générale décide qu'à partir de la Date Effective, les changements suivants doivent s'opérer:

- 1) La révocation de Monsieur Tom DONOVAN de son poste de gérant;
- 2) La nomination comme nouveau gérant unique de la Société de:

- Monsieur Aniello VENERI, né à Battipaglia (Salerno, Italie) le 31 août 1983 demeurant à Via Olevano 62, et demeurant professionnellement à Rome, via Flaminia 135, code postal 00198 (Italie) qui restera en fonction jusqu'à sa révocation ou sa démission.

3) L'assemblée générale prend note que Monsieur Tom DONOVAN a été informé de la fin de son mandat au moyen de lettre de révocation et l'accepte.

L'assemblée générale prend note que Monsieur Aniello VENERI accepte sa nomination en tant que gérant unique de la Société et, l'assemblée approuve sa nomination en tant que tel à partir de la Date Effective.

#### *Dixième résolution*

L'assemblée générale décide par la présente de procéder à une refonte complète des statuts de la Société en langue italienne afin de refléter le changement de nationalité de la Société et les exigences du droit italien et approuve les nouveaux statuts qui devront dès à présent se lire comme suit:

“STATUTO

### **Titolo I. - Costituzione, Sede, Durata e oggetto della società**

**Art. 1. Denominazione.** E' costituita una Società a responsabilità limitata con la denominazione “Sviluppo 2015”.

**Art. 2. Sede.** La società ha sede in Roma. Il trasferimento della sede legale all'interno del Comune di Roma non comporterà modifica statutaria e verrà effettuato con delibera dell'organo amministrativo. L'organo amministrativo potrà istituire, modificare, sopprimere, tanto in Italia che all'estero, sedi secondarie, filiali, agenzie, depositi, succursali e rappresentanze.

**Art. 3. Durata.** La durata della Società è fissata al 31 dicembre 2060 ed è prorogabile per deliberazione dell'Assemblea dei Soci.

**Art. 4. Oggetto.** La società ha per oggetto le seguenti attività:

- la costituzione di società, l'acquisizione, gestione e cessione di partecipazioni in società, in qualsiasi forma, quotate o meno, nazionali ed estere, costituite o in corso di costituzione, ed enti anche consortili italiani ed esteri;
- prestazione di servizi di finanziamento e garanzia sotto qualsiasi forma e di coordinamento tecnico, finanziario e amministrativo delle società (anche indirettamente) partecipate, nonché l'esercizio nei confronti di queste ultime di attività di indirizzo, rimanendo espressamente vietato lo svolgimento delle predette attività nei confronti del pubblico;
- la gestione di centri di servizi per il trattamento di dati di tutti i tipi, compreso su richiesta di terzi, con l'esclusione dello sviluppo di attività professionali;
- la partecipazione a, e la stipulazione di, contratti di associazione in partecipazione e joint-venture con altre società;
- l'attività immobiliare, acquisto, vendita, ristrutturazione, locazione e gestione in generale, compreso sotto forma di locazione finanziaria anche mobiliare, di beni immobili di tutti i tipi.

La Società potrà altresì compiere tutte le operazioni ed esercitare tutte le attività economiche, commerciali, finanziarie, di credito, mobiliari, immobiliari, tecniche scientifiche e promozionali, nella stretta osservanza della legge 23 novembre 1939 n.1815 in materia di credito e finanze e nel rispetto delle disposizioni previste dal decreto legge 1 settembre 1993, n. 385 ed eventuali leggi successive in materia, nonché qualsiasi modifica delle leggi attuali, servizi di marketing, assistenza e coordinamento in materia di organizzazione e gestione d'impresa, amministrazione, analisi economica e di gestione, data processing, indagini, ricerca e studio, fornitura di know-how.

Essa potrà esercitare attività di promozione, costituzione e coordinamento di consorzi, jointventure, raggruppamenti di qualsiasi tipo.

Infine potrà rilasciare avalli, cauzioni, ipoteche ed altre garanzie reali e a titolo oneroso o gratuito, esclusivamente a favore di delle società (anche indirettamente) partecipate.

La raccolta di risparmio ai sensi del decreto legge 1 settembre 1993, n.385 è esclusa dall'oggetto sociale.

L'elenco delle attività di cui sopra non ha carattere esaustivo, ma viene fornito solo a titolo di esempio, per cui la società potrà compiere tutte le operazioni connesse all'oggetto sociale.

**Art. 5. Domiciliazione.** Il domicilio dei soci, degli amministratori, dei sindaci e del revisore, se nominati, per quanto attiene i loro rapporti con la società, è quello risultante dal Registro delle Imprese.

E' onere dei soggetti sopra menzionati comunicare eventuali variazioni del proprio domicilio. Il trasferimento delle partecipazioni e la costituzione di diritti reali sulle medesime hanno effetto di fronte alla Società dal momento dell'iscrizione nel Registro delle Imprese.

## **Titolo II. - Capitale sociale, Quote, Titoli di debito, Versamenti**

**Art. 6. Capitale sociale.** Il capitale sociale è di Euro 21.588,95 (ventunomilacinquecentoottantotto virgola novantacinque) suddiviso in quote ai sensi di legge.

Per espressa convenzione dei soci le partecipazioni dei soci possono essere determinate in misura non proporzionale ai conferimenti effettuati.

Nelle ipotesi di intestazione fiduciaria in capo a società fiduciarie operanti ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, i soci prendono atto che l'esercizio dei diritti sociali da parte della società fiduciaria avviene per conto e nell'esclusivo interesse del Fiduciante effettivo proprietario della partecipazione al quale solo, pertanto, saranno imputabili gli effetti giuridici discendenti da tale esercizio.

**Art. 7. Aumento di capitale.** Il capitale sociale può essere aumentato anche per mezzo di conferimenti diversi dal danaro, ivi inclusi i conferimenti d'opera o di servizi, nei limiti e con le modalità di legge, con delibera dell'Assemblea dei Soci, la quale può delegare all'organo amministrativo i poteri necessari per realizzare l'aumento, determinandone i limiti e le modalità di esercizio.

La decisione di aumentare il capitale sociale non può essere attuata fino a quando i conferimenti precedentemente dovuti non sono stati integralmente eseguiti.

In caso di decisione di aumento di capitale sociale mediante nuovi conferimenti, in danaro o altrimenti, spetta ai soci il diritto di sottoscriverlo anche in misura non proporzionale alle partecipazioni da essi possedute ai sensi dell'art. 2468 del codice civile, restando inteso che il predetto diritto di sottoscrizione dovrà essere esercitato entro il termine assegnato dall'Assemblea dei Soci, comunque non inferiore a trenta giorni dalla comunicazione ai soci che l'aumento di capitale può essere sottoscritto.

Ad eccezione dell'ipotesi di cui all'art. 2482-ter del codice civile, è attribuita ai soci la facoltà di prevedere espressamente nella delibera di aumento che lo stesso possa essere attuato anche mediante offerta di quote di nuova emissione a terzi; in tal caso spetta ai soci che non hanno consentito alla decisione il diritto di recesso ai sensi di legge.

**Art. 8. Circolazione della quota.** Le quote sono liberamente trasferibili a terzi per atto inter vivos. Il socio che intende alienare la sua quota a titolo oneroso, in tutto od in parte, deve preventivamente darne comunicazione a mezzo lettera raccomandata con avviso di ricevimento, agli altri soci, i quali possono esercitare il diritto di prelazione entro il termine di trenta giorni dal ricevimento della comunicazione.

Le quote sono liberamente trasferibili, invece, a causa di morte.

Le partecipazioni sociali possono essere oggetto di intestazione fiduciaria. Nelle ipotesi di intestazione fiduciaria in capo a società fiduciarie operanti ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, l'eventuale atto con il quale la Fiduciaria provveda alla reintestazione in capo al/ai proprio/i originario/i fiduciante/i della/e quota/azioni della/e quale/i risulta intestataria, non configurando un trasferimento della proprietà del bene, non rileva ai fini della prelazione spettante ai soci.

**Art. 9. Titoli di debito.** E' ammessa la raccolta di risparmio presso soci e presso terzi, anche con modalità diverse dall'emissione di strumenti finanziari nei limiti e con i criteri determinati dalle leggi e regolamenti vigenti in materia.

La società, con delibera dei soci in forma assembleare, può emettere titoli di debito, nei limiti ed alle condizioni di legge. La delibera di emissione, che deve risultare da verbale redatto da notaio per atto pubblico ed è iscritta nel registro delle imprese, ne determina l'ammontare e le condizioni, comprese le modalità di rimborso.

**Art. 10. Finanziamenti dei soci.** La società può acquisire dai soci versamenti in conto capitale e a fondo perduto ovvero, fermo il disposto dell'art. 2467 del codice civile e delle norme pro tempore vigenti in materia di raccolta del risparmio tra soci, finanziamenti fruttiferi e non.

E' comunque vietata ogni forma di finanziamento con restituzione "a vista" e ogni forma di raccolta collegata all'emissione o alla gestione di mezzi di pagamento.

Ove non consti diversamente per iscritto, i finanziamenti dei soci sono infruttiferi.

**Art. 11. Recesso del socio.** I soci avranno il diritto di recedere dalla Società nei casi espressamente previsti dalla legge. Per le modalità ed i termini dell'esercizio del diritto di recesso si applicano le disposizioni di legge e, in difetto, in quanto compatibili, le corrispondenti disposizioni previste per il recesso dalla disciplina della società per azioni.

Nell'ipotesi di intestazione fiduciaria delle partecipazioni sociali in capo a società fiduciaria operante ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, il diritto di recesso potrà essere esercitato dalla società fiduciaria anche solo per parte della partecipazione intestata ove la fiduciaria medesima dichiara di operare per conto di più fiduciari che hanno conferito istruzioni differenti.

Inoltre, il gradimento rilasciato alla fiduciaria si considera rilasciato ora per allora al/i suo/i fiduciante/i. Pertanto, l'eventuale atto con il quale la fiduciaria provveda alla reintestazione della partecipazione in capo all'/agli effettivo/i proprietario/i non soggiace ad eventuali autorizzazioni preventive, fermo restando la facoltà della società di valutare il gradimento del soggetto reintestataro secondo le previsioni statutarie e regolare direttamente con quest'ultimo le conseguenze dell'eventuale mancato gradimento.

**Art. 12. Unico socio.** Quando l'intera partecipazione appartiene ad un solo socio o muta la persona dell'unico socio, gli amministratori devono effettuare gli adempimenti previsti ai sensi dell'art. 2470 c.c. Quando si costituisce o ricostituisce la pluralità dei soci, gli amministratori devono depositare la relativa dichiarazione per l'iscrizione nel registro delle imprese. L'unico socio o colui che cessa di essere tale può prevedere alla pubblicità prevista nei commi precedenti.

### Titolo III. - Assemblee

**Art. 13. Assemblea.** L'Assemblea legalmente convocata e regolarmente costituita rappresenta la universalità dei soci e le sue deliberazioni, prese in conformità alla legge ed al presente Statuto, obbligano tutti i soci, anche se assenti o dissenzienti.

**Art. 14. Modalità della riunione.** L'Assemblea viene convocata nella sede della Società o in altra località in Italia o altro stato dell'Unione Europea indicata dall'organo amministrativo. L'Assemblea deve essere convocata almeno una volta l'anno, entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale. Qualora la Società fosse tenuta alla redazione del bilancio consolidato, ovvero assumesse le caratteristiche di una holding, ovvero lo richiedessero particolari esigenze relative alla struttura e all'oggetto della Società, l'Assemblea può essere convocata entro un termine maggiore, non superiore a centotanta giorni; in questo caso l'organo amministrativo segnala nella relazione prevista dall'art. 2428 del Codice Civile le ragioni della dilazione.

L'Assemblea può riunirsi anche mediante l'utilizzo di mezzi di telecomunicazione. La condizione essenziale per la validità dell'assemblea svolta mediante l'utilizzo di mezzi di telecomunicazione è che ciascun partecipante possa identificare gli altri partecipanti e abbia la possibilità di seguire la discussione, intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati, di avere a disposizione la documentazione eventualmente necessaria e di partecipare alla votazione; verificandosi tali presupposti, l'assemblea si considera tenuta nel luogo in cui si trovano il presidente e il segretario della riunione. Qualora

nell'ora prevista per l'inizio dell'assemblea non fosse tecnicamente possibile il collegamento, l'assemblea non sarà valida e dovrà essere riconvocata. Nel caso in cui nel corso dell'assemblea, per motivi tecnici, venisse sospeso il collegamento, la riunione verrà dichiarata sospesa dal Presidente dell'Assemblea e saranno considerate valide le deliberazioni adottate sino al momento della sospensione.

**Art. 15. Intervento in Assemblea.** Fermo l'adempimento degli obblighi pubblicitari prescritti dalla legge, possono intervenire all'assemblea tutti coloro che sono soci della Società secondo le risultanze del Registro delle imprese alla data precedente quella in cui si tiene l'assemblea. Il Presidente dell'Assemblea potrà accertare la sussistenza di tali requisiti con le modalità che riterrà più idonee, ivi inclusa la diretta e personale conoscenza della qualità di socio dell'intervenuto in assemblea.

Il diritto di voto spetta ai soci in proporzione alla propria partecipazione.

Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare mediante delega scritta, salvo le prescrizioni e le limitazioni di legge.

Spetta al Presidente dell'Assemblea di verificarne la regolarità della costituzione, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, regolare lo svolgimento della riunione ed accertare i risultati delle votazioni.

Nelle ipotesi di intestazione fiduciaria delle partecipazioni sociali in capo a società fiduciaria operante ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, l'esercizio del diritto di voto da parte della società fiduciaria potrà avvenire in maniera divergente e tramite più delegati ove la fiduciaria medesima dichiari di operare per conto di più fiducianti che hanno conferito istruzioni differenti.

**Art. 16. Presidenza.** L'assemblea è presieduta dal Presidente del Consiglio di Amministrazione. In tutti i casi in cui il Presidente, per assenza o altro impedimento, non possa o non voglia presiedere l'assemblea, questa è presieduta dal Vicepresidente, se nominato, ovvero - in caso anche per lui ricorressero analoghi impedimenti - da altra persona scelta a maggioranza dall'assemblea stessa.

**Art. 17. Convocazione dell'Assemblea.** L'Assemblea è convocata mediante avviso inviato a ciascun socio con mezzi, anche telematici, che garantiscano la prova dell'avvenuto ricevimento almeno otto giorni prima della data fissata per l'adunanza. Nell'avviso di convocazione dovrà essere indicato il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza, con indicazione delle eventuali successive convocazioni e l'elenco delle materie da trattare, nonché, in caso di assemblea tenuta con l'ausilio di mezzi di telecomunicazione, le modalità di collegamento.

In mancanza di formale convocazione, l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando è rappresentato, anche con l'ausilio di mezzi di telecomunicazione, l'intero capitale sociale e partecipa all'assemblea, anche con l'ausilio di mezzi di telecomunicazione, la maggioranza dei componenti in carica degli organi amministrativi e di controllo.

**Art. 18. Deliberazioni dell'Assemblea.** Le deliberazioni dell'assemblea devono constare dal verbale redatto e sottoscritto ai sensi di legge.

I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge o dal presente statuto nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sottopongono alla loro approvazione. L'Assemblea è validamente costituita e le sue delibere sono validamente adottate in prima, seconda ed in ogni successiva convocazione con la presenza e il voto favorevole di almeno il 50,1% (cinquanta virgola uno per cento) del capitale sociale.

Le decisioni dei soci possono essere adottate anche mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto, sempre che dai documenti sottoscritti dai soci risultino con chiarezza l'argomento oggetto della decisione ed il consenso alla stessa. In ogni caso, con riferimento alle materie indicate nei numeri 4) e 5) del secondo comma dell'art. 2479 del codice civile, nonché nel caso previsto dal quarto comma dell'art. 2482 bis del codice civile, oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci debbono essere adottate con metodo assembleare.

#### **Titolo IV. - Organo di gestione**

**Art. 19. Amministrazione della società.** La società può essere amministrata, alternativamente, su decisione dei soci in sede della nomina:

- a) da un Amministratore Unico;
- b) da un Consiglio di Amministrazione composto da due o più membri, secondo il numero determinato dai soci al momento della nomina;
- c) da due o più amministratori con poteri congiunti, disgiunti o da esercitarsi a maggioranza. Qualora vengano nominati due o più amministratori senza alcuna indicazione relativa alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, si intende costituito un Consiglio di Amministrazione.

Per organo amministrativo si intende l'Amministratore Unico, oppure il Consiglio di Amministrazione, oppure l'insieme di amministratori cui sia affidata congiuntamente o disgiuntamente l'amministrazione. L'amministrazione della società può essere affidata anche a soggetti che non siano soci.

Gli amministratori durano in carica per il periodo fissato all'atto della nomina; in mancanza di fissazione di un termine, essi durano in carica fino a revoca o dimissioni. Essi sono rieleggibili.

Se nel corso dell'esercizio viene a mancare per qualunque ragione uno degli amministratori si provvede ai sensi dell'art. 2386 del codice civile.

Quando per qualsiasi causa viene meno la maggioranza degli amministratori nominati dall'assemblea, quelli rimasti in carica devono convocare l'assemblea perché provveda alla sostituzione degli amministratori mancanti.

**Art. 20. Amministrazione congiunta e disgiunta.** Ove l'amministrazione sia affidata ad un organo collegiale sono riservate alla competenza collegiale esclusiva del Consiglio di Amministrazione le attribuzioni non delegabili a norma dell'articolo 2381, quarto comma, del codice civile e delle altre leggi vigenti nonché a norma dei successivi Articoli 23 e 24 del presente statuto sociale.

Il Consiglio di Amministrazione può, inoltre, nominare direttori generali, vicedirettori generali, direttori e procuratori, con firma individuale o collettiva, determinandone i poteri e le attribuzioni, nonché mandatarî in genere per determinati atti o categorie di atti.

Il Presidente del Consiglio di Amministrazione può nominare un segretario che può essere anche una persona estranea al Consiglio di Amministrazione.

**Art. 21. Riunioni del Consiglio di Amministrazione.** Il Consiglio di Amministrazione si riunisce nel luogo indicato nell'avviso di convocazione, ma comunque in Italia o in altro stato dell'Unione Europea, tutte le volte che il Presidente o chi ne fa le veci, ai sensi del successivo Articolo 22 lo giudichi necessario, ovvero quando ne sia fatta domanda scritta da almeno uno dei suoi componenti o dal Collegio Sindacale. Nel caso in cui il Presidente, essendone stata fatta richiesta da un amministratore o dal Collegio Sindacale, non provveda a convocare il Consiglio di Amministrazione, la riunione potrà essere convocata, con le formalità di legge e statutarie, direttamente a firma del membro richiedente o del Presidente del Collegio Sindacale.

La convocazione è fatta mediante avviso inviato a ciascun amministratore e a ciascun sindaco effettivo in carica con mezzi, anche telematici, che garantiscano la prova dell'avvenuto ricevimento almeno cinque giorni prima della riunione. Nei casi di urgenza, il termine di convocazione è ridotto a ventiquattro ore.

Le riunioni del Consiglio di Amministrazione possono essere tenute anche mediante l'utilizzo di mezzi di telecomunicazione, a condizione che il Presidente ed il segretario dell'adunanza si trovino nello stesso luogo e purché sia garantito a ciascun partecipante di identificare con esattezza gli altri partecipanti, di intervenire, in tempo reale, su tutti gli argomenti, di ricevere e trasmettere la documentazione relativa agli argomenti in discussione, di partecipare alla votazione. La riunione si considera tenuta nel luogo ove si trovano il Presidente ed il segretario della riunione. Qualora nell'ora prevista per l'inizio dell'adunanza non fosse tecnicamente possibile il collegamento, l'adunanza non sarà valida e dovrà essere riconvocata. Nel caso in cui nel corso dell'adunanza, per motivi tecnici, venisse sospeso il collegamento, la riunione verrà dichiarata sospesa dal Presidente della riunione e saranno considerate valide le deliberazioni adottate sino al momento della sospensione. Il Consiglio di Amministrazione può validamente deliberare, anche in mancanza di formale convocazione, ove siano presenti, ovvero partecipino per tramite di mezzi di telecomunicazione, tutti i suoi membri e tutti i sindaci effettivi in carica o se gli amministratori e sindaci eventualmente assenti abbiano rinunciato per iscritto al rispetto dei termini di convocazione.

**Art. 22. Presidenza.** Le riunioni del Consiglio di Amministrazione sono presiedute dal Presidente del Consiglio di Amministrazione. In tutti i casi in cui il Presidente, per assenza o altro impedimento, non possa o non voglia presiedere il Consiglio, questo è presieduto dal Vicepresidente, se nominato, ovvero, in mancanza, dall'amministratore delegato, ovvero - in caso anche per loro ricorressero analoghi impedimenti - sono presiedute dal consigliere più anziano per carica o, in subordine, per età.

**Art. 23. Decisioni del Consiglio di Amministrazione.** Le decisioni del Consiglio di Amministrazione, oltre che in adunanza collegiale, possono essere adottate mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto. Il Consiglio dovrà comunque deliberare con metodo collegiale ogniqualvolta ne faccia richiesta anche un solo amministratore.

In caso di decisione adottata mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto, le relative decisioni devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni degli Amministratori e la relativa documentazione deve essere conservata agli atti della società. Il Consiglio di Amministrazione della Società sarà regolarmente costituito e delibererà validamente con le maggioranze previste dalla legge.

**Art. 24. Poteri del consiglio di Amministrazione.** Il Consiglio di Amministrazione è investito dei più ampi poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della Società. Il Consiglio di Amministrazione ha la facoltà di compiere tutti gli atti che ritenga opportuni per il raggiungimento degli scopi sociali, esclusi solo quelli che la legge riserva all'Assemblea dei Soci.

La firma e la rappresentanza legale della società, di fronte ai terzi ed in giudizio, spettano al Presidente del Consiglio di Amministrazione e possono essere anche attribuite agli Amministratori Delegati nell'ambito della loro delega.

Il Consiglio di Amministrazione riferisce ai soci in assemblea su tutta l'attività svolta, ed agli amministratori delegati nell'ambito delle rispettive deleghe.

**Art. 25. Deliberazioni.** Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione risultano da processi verbali trascritti su appositi libri tenuti a norma di legge.

**Art. 26. Rappresentanza della Società.** All'Amministratore Unico, o, nel caso di organo collegiale, al Presidente del Consiglio di Amministrazione, ovvero al Vicepresidente in caso di assenza o impedimento del Presidente, e a ciascun



amministratore delegato, nei limiti dei poteri al medesimo delegati, spettano disgiuntamente la firma sociale e la rappresentanza legale della Società.

**Art. 27. Compensi degli Amministratori.** Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragione del loro ufficio. L'Assemblea può assegnare agli amministratori un emolumento annuale.

Tali deliberazioni sono valide fino a diversa decisione dell'assemblea.

Il Consiglio di Amministrazione, sentito il parere del Collegio Sindacale (o del Sindaco), stabilisce la remunerazione degli amministratori investiti di particolari cariche nonché dei procuratori speciali.

**Art. 28. Responsabilità.** L'azione sociale di responsabilità può essere esercitata anche dai soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale.

#### **Titolo V. - Collegio sindacale e organo di controllo**

**Art. 29. Controllo legale e controllo contabile.** Quando sia obbligatorio per legge o i soci lo ritengano opportuno, il controllo della società è affidato ad un organo di controllo ai sensi dell'art. 2477 c.c., che secondo quanto stabilito dai soci in occasione della nomina, potrà essere costituito da un sindaco unico o da un collegio sindacale composto da tre membri effettivi e due supplenti.

Nei casi previsti dal secondo e terzo comma dell'art. 2477 c.c., la nomina dell'organo di controllo è obbligatoria.

Ove nominato, l'organo di controllo avrà competenze e poteri previsti per tale organo dalla disciplina legislativa in materia di società per azioni in quanto compatibile col dettato dell'art. 2477 c.c.

Qualora la società abbia ricavi o patrimonio netto pari o superiore ad un milione di euro, l'organo di controllo potrà essere collegiale, composto da tre membri effettivi e due supplenti. La revisione legale dei conti, ai sensi di legge, è esercitata dall'organo di controllo, salvo che l'assemblea deliberi di affidarla ad un revisore legale dei conti o ad una società di revisione legale.

Qualora, in alternativa all'organo di controllo e fuori dai casi di obbligatorietà dello stesso, la società nomini per la revisione legale dei conti un revisore o una società di revisione questi devono essere iscritti nell'apposito registro. Ove nominati si applicano al revisore o alla società di revisione tutte le norme previste per gli stessi in materia di società per azioni.

I Sindaci sono nominati dall'assemblea dei soci e sono rieleggibili. Essi restano in carica per tre esercizi e scadono alla data dalla decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica.

Per i requisiti relativi alla nomina, per le cause di ineleggibilità e decadenza e per ogni altra norma relativa al funzionamento dell'organo nonché a poteri e doveri dei Sindaci si fa rinvio alle norme poste dal Codice Civile per le società per azioni. Quanto agli emolumenti a favore dei membri del Collegio Sindacale restano ferme le tariffe approvate dai singoli Ordini Professionali.

Il compenso del revisore è determinato dai soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del suo ufficio.

Qualora i soci nel procedere alla nomina non abbiano deciso diversamente, l'incarico ha la durata di tre esercizi con scadenza alla data di decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico.

L'incarico può essere revocato con decisione dei soci assunta nelle forme di cui alla legge e allo Statuto.

Il revisore svolge funzioni di revisione legale dei conti della società.

Il revisore è tenuto a redigere la relazione prevista dall'art. 2429, comma 2° c.c.

#### **Titolo VI. - Bilancio ed utili**

**Art. 30. Esercizio sociale.** Gli esercizi sociali si chiudono al 31 dicembre di ogni anno. Alla fine di ogni esercizio l'organo amministrativo provvede, in conformità alle prescrizioni di legge, alla formazione del bilancio sociale.

**Art. 31. Risultato della gestione.** L'utile netto di bilancio verrà ripartito come segue:

- a) 5% (cinque per cento) alla riserva legale fino al raggiungimento del quinto del capitale sociale ai sensi di legge;
- b) il restante ammontare, cui si aggiunge l'eventuale utile degli esercizi precedenti riportato a nuovo, è assegnato come dividendo al capitale sociale, salvo diversa determinazione dell'assemblea.

**Art. 32. Dividendi.** Il pagamento dei dividendi sarà effettuato alla data e presso le casse designate annualmente dall'Assemblea dei Soci.

I dividendi non riscossi entro il quinquennio dal giorno in cui sono diventati esigibili, andranno prescritti a favore della Società.

#### **Titolo VII. - Scioglimento**

**Art. 33. Scioglimento e liquidazione.** La Società si scioglie per le cause stabilite dalla legge.

In caso di scioglimento della Società per qualsiasi motivo, l'Assemblea dei Soci delibererà le modalità di liquidazione, nominando uno o più liquidatori.

## Titolo VII. - Disposizioni generali

**Art. 34. Clausola di composizione delle liti.** Nelle ipotesi di intestazione fiduciaria delle partecipazioni sociali in capo a società fiduciaria operante ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, l'esercizio dei diritti sociali da parte della società fiduciaria avviene per conto e nell'esclusivo interesse dei fiduciari effettivi proprietari della partecipazione e pertanto il socio, società fiduciaria, è estromesso dal giudizio insorto o insorgendo qualora dichiara le generalità dell'effettivo proprietario (degli effettivi proprietari) nella partecipazione fiduciariamente amministrata, oppure intesti, previo trasferimento, la partecipazione al fiduciante (ai fiduciari).

In ogni caso il fiduciante terrà manlevata ed indenne la società fiduciaria da qualsivoglia conseguenza pregiudizievole, avente origine da procedimento arbitrale e/o dal lodo arbitrale, quali, a titolo esemplificativo, il pagamento di somme a qualsiasi titolo dovute dal fiduciante, ivi inclusi il costo delle spese legali e di eventuali consulenti tecnici.

**Art. 35. Disposizioni generali.** Per tutto quanto non previsto nel presente Statuto trovano applicazione le norme di legge.”

La Société, donc, à la suite du transfert et changement de siège social, aura comme objet social les activités suivantes:

- la constitution de sociétés, l'acquisition, la gestion et la cession de participations en sociétés, sous quelque forme, cotées ou non, nationales et étrangères, constituées ou en cours de constitution, et organismes aussi consortiaux, italiens et étrangers;

- la prestation de services de financement et garantie, sous quelque forme, et de coordination technique, financière et administrative des sociétés (aussi indirectement) la participation, et en outre l'exercice, envers ces dernières, d'activités de direction, l'accomplissement des susdites activités restant expressément interdit envers le public;

- la gestion des centres pour le traitement des données de chaque type, aussi sur demande de tiers, l'exclusion de développement d'activités professionnelles;

- la participation à, et la stipulation de, contrats d'association en participation et joint-venture avec d'autres sociétés;

- l'activité immobilière, l'acquisition, la vente, la restructuration, la location et la gestion en général, y compris sous forme de leasing aussi de biens mobiliers et de biens immeubles de chaque type.

La durée de la Société prend fin le 31 décembre 2060 et peut être prolongée par une résolution de l'Assemblée Générale.

L'exercice financier se termine le 31 décembre de chaque année.

### *Onzième résolution*

L'assemblée générale décide par la présente d'autoriser Monsieur Aniello VENERI agissant sous sa signature individuelle, (le Mandataire) à représenter la Société et effectuer toutes les formalités qui s'avèrent nécessaires en Italie et au Grand-Duché de Luxembourg pour le transfert du siège statutaire de la Société et modifier, adapter, annuler, signer, exécuter et accomplir au nom et pour le compte de la Société tout contrat, document, certificat, instrument, procuration, convocation, lettres et registres qui peuvent être requis pour le Transfert; et faire tout acte et action qui peuvent être accessoires et/ou nécessaire et/ou utile et/ou souhaitable, à la seule appréciation de l'administrateur unique, en relation avec, et dans le but, de la réalisation et de l'accomplissement du Transfert.

Tous pouvoirs sont en outre conférés au porteur d'une expédition des présentes à l'effet de radier l'inscription de la société au Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la société en Italie.

Tous documents relatifs à la société au Grand-Duché de Luxembourg pourront, pendant une période de cinq (5) ans, être obtenus à son ancien siège social à Luxembourg

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

### *Frais*

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes s'élèvent à environ mille sept cents euros (EUR 1.700,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. HENNUY, F. DIFFERDANGE, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 22 juin 2015. Relation: DAC/2015/10548. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): Carlo RODENBOUR.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 29 juin 2015.

Référence de publication: 2015105221/593.

(150112882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.



**Selp (Delta Spare 6) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 35-37, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 196.564.

Par résolutions signées en date du 16 juin 2015, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 35-37, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg avec effet au 30 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2015.

Référence de publication: 2015103418/13.

(150113132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

**OI-Clothing S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 136.717.

In the year two thousand fifteen, on the twenty-fourth day of the month of June;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Is held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of "OI-Clothing S.A.", a public limited company ("société anonyme") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, established and having its registered office in L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 136717, (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Me Joseph ELVINGER, notary then residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on February 11, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 772 of March 31, 2008,

and whose articles of association of the Company (the "Articles") have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of the said notary Joseph ELVINGER, on April 21, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1084 of May 29, 2009.

The Meeting is presided by Mrs. Meriem AGREBI, employee, residing professionally in Luxembourg.

The Chairperson appoints Mrs. Sarah LOBO, employee, residing professionally in Luxembourg, as secretary.

The Meeting elects Mrs. Adriana RUIVO DA COSTA, employee, residing professionally in Luxembourg, as scrutineer.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairperson has declared and requested the officiating notary to state:

A) That the agenda of the Meeting is the following:

*Agenda*

1. Decision to dissolve the Company and voluntarily put the Company into liquidation;
2. Decision to appoint a liquidator in relation to the liquidation of the Company;
3. Determination of the powers of the liquidator;
4. Discharge to be granted to the Directors and to the External Auditor for the management of the Company until the date of the present shareholders' meeting.

B) That the shareholders, present or represented, as well as the number of their shares held by them, are shown on an attendance list; this attendance list is signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the Meeting and the officiating notary.

C) That the proxies of the represented shareholders, signed "ne varietur" by the members of the board of the Meeting and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

D) That all the shares being in nominative form, the Meeting has been duly convened by notices containing the agenda and sent to the shareholders by registered mail on June 5, 2015.

E) That closed, the attendance list let appear that 83,379 shares of the 83,643 shares with a nominal value of 10,- EUR each, representing 99.6844% of the capital of the Company, are represented at the present Meeting, so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been beforehand informed.

Then the Meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

#### *First resolution*

The Meeting resolves with immediate effect to dissolve the Company and to put it into voluntary liquidation (liquidation volontaire).

#### *Second resolution*

The Meeting decides to appoint the public limited company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg “ORLANDO ITALY MANAGEMENT S.A.”, established and having its registered office in L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 116648, as liquidator (the “Liquidator”) of the Company.

#### *Third resolution*

The Meeting decides to confer to the Liquidator the broadest powers as set out in articles 144 and following of the coordinated law on commercial companies of 10 August 1915 (the “Law”).

The Meeting also decides to instruct the Liquidator, to the best of his abilities and with regard to the circumstances, to realise all the assets and to pay the debts of the Company.

The Meeting further resolves that the Liquidator shall be entitled to execute all deeds and carry out all operations in the name of the Company, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the general meeting of the Shareholders. The Liquidator may delegate his powers for specific defined operations or tasks to one or several persons or entities, although he will retain sole responsibility for the operations and tasks so delegated.

The Meeting further resolves to empower and authorise the Liquidator, on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver, and perform the obligations under, any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The Meeting further resolves to empower and authorise the Liquidator to make, in his sole discretion, advance payments in cash or in kind of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Shareholders of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

#### *Fourth resolution*

The Meeting decides to grant a full discharge to the directors and the external auditor of the Company for the performance of their respective mandates until the date hereof.

The Meeting decides to acknowledge, approve, ratify and adopt as the actions of the Company the actions taken by the directors of the Company for the period beginning at the date of the incorporation of the Company and ending at the date hereof and to waive its right to pursue any legal action against the directors arising as a result of their management of the Company.

No further item being on the agenda of the Meeting and none of the shareholders present or represented asking to speak, the Chairperson then adjourned the Meeting.

#### *Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at one thousand two hundred and ten Euros.

#### *Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed together with Us, the notary, the present deed.

#### **Suit la version en langue française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le vingt-quatrième jour du mois de juin;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire (l'“Assemblée”) des actionnaires de “OI-Clothing S.A.”, une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 136717, (la “Société”), constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire lors de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de

Luxembourg), le 11 février 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 772 du 31 mars 2008,

et dont les statuts (les “Statuts”) ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par ledit notaire Joseph ELVINGER, le 21 avril 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1084 du 29 mai 2009.

L'Assemblée est présidée par Madame Meriem AGREBI, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La Présidente désigne Madame Sarah LOBO, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Madame Adriana RUIVO DA COSTA, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg, comme scrutatrice.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

*Ordre du jour*

1. Décision de dissoudre la Société et de mettre volontairement la Société en liquidation;
2. Décision de nommer un liquidateur en relation avec la liquidation de la Société;
3. Détermination des pouvoirs du liquidateur;
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Réviseur Externe pour la gestion de l'entreprise jusqu'à la date de la présente assemblée générale.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre de actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées “ne varietur” par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que toutes les actions étant sous la forme nominative, la présente assemblée a été convoquée par des lettres contenant l'ordre du jour, adressées par recommandé aux actionnaires en date du 5 juin 2015.

E) Que clôturée, cette liste de présence fait apparaître que 83.379 sur les 83.643 actions d'une valeur nominale de 10,- EUR chacune, représentant 99,6844% du capital de la Société, sont représentées à la présente Assemblée, de sorte que l'Assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Assemblée décide avec effet immédiat de procéder à la liquidation de la Société et de la mettre en liquidation volontaire.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de nommer la société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg “ORLANDO ITALY MANAGEMENT S.A.”, établie et ayant son siège social à L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 116648, en tant que liquidateur (le “Liquidateur”) de la Société.

*Troisième résolution*

L'Assemblée décide de conférer au Liquidateur les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la “Loi”).

L'Assemblée décide également d'instruire le Liquidateur, dans la limite de ses capacités et selon les circonstances, afin qu'il réalise l'ensemble des actifs et solde les dettes de la Société.

L'Assemblée décide que le Liquidateur sera autorisé à signer tous actes et effectuer toutes opérations au nom de la Société, y compris les actes et opérations stipulés dans l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires. Le Liquidateur pourra déléguer ses pouvoirs pour des opérations spécifiques ou d'autres tâches à une ou plusieurs personnes ou entités, tout en conservant seul la responsabilité des opérations et tâches ainsi déléguées.

L'Assemblée décide également de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur, pour le compte de la Société en liquidation, afin qu'il exécute, délivre, et effectue toutes obligations relatives à tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et à la liquidation de ses actifs.

L'Assemblée décide en outre de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur afin d'effectuer, à sa discrétion, tous versements d'avances en numéraire ou en nature des boni de liquidation aux actionnaires de la Société, conformément à l'article 148 de la Loi.

### Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'accorder décharge aux administrateurs et au réviseur d'entreprises de la Société pour l'exercice de leurs mandats respectifs jusqu'à la date des présentes.

L'Assemblée décide de reconnaître, approuver, ratifier et reprendre au réviseur externe de la Société tous les actes pris par les administrateurs de la Société pour la période débutant à la date de constitution de la Société et se terminant à ce jour et de renoncer à son droit d'exercer tout recours à l'encontre des administrateurs résultant de leur gestion de la Société.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, la Présidente a ensuite clôturé l'Assemblée.

### Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille deux cent dix euros.

### Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparantes, connues du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdites comparantes ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. AGREBI, S. LOBO, A. RUIVO DA COSTA, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 26 juin 2015. 2LAC/2015/14282. Reçu douze euros 12,00 €.

*Le Receveur (signé):* André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Référence de publication: 2015108143/170.

(150117892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2015.

### ZUGZWANG, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 198.020.

### STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am achtzehnten Tag des Monats Juni;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Herr Johannes MAGAR, Bankfachwirt, geboren am 14. Juli 1961 in Saarlouis (Bundesrepublik Deutschland), beruflich wohnhaft in L-2320 Luxembourg, 68-70, Boulevard de la Pétrusse.

Welcher Komparent den amtierenden Notar ersucht die Satzungen einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche er hiermit gründet, zu beurkunden wie folgt:

### Name - Zweck - Dauer - Sitz

**Art. 1.** Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung „ZUGZWANG“ (die „Gesellschaft“) gegründet, welche durch gegenwärtige Satzungen (die „Statuten“), sowie durch die anwendbaren Gesetze und besonders durch das abgeänderte Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (das „Gesetz von 1915“) geregelt wird.

**Art. 2.** Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeglicher Form in Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften und jede andere Form von Investment, der Erwerb von Wertpapieren aller Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise als auch deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder anderweitig und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihres Portfolios.

Zweck der Gesellschaft ist weiterhin der Kauf und Verkauf sowie die Bewirtschaftung von Immobilien und die Beteiligung an Gesellschaften, die Immobilien halten sowie die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen und Investitionen.

Zum Gegenstand gehört auch die Finanzierung von Beteiligungen einschließlich der Begebung von Anleihen und Finanzierungsinstrumenten.

Zweck der Gesellschaft ist ferner die Beratung von Banken, Vermögensverwaltern und institutionellen Anlegern zum Aufbau einer Family Office; Ausarbeitung neuer Geschäftsmodelle im Bereich Private Wealth Management; Schulung der Mitarbeiter im Bereich Kundenakquise; Unterstützung bei der Erschließung neuer Märkte und Unterstützung bei der Entwicklung neuer Produkte, sofern diese Tätigkeiten nicht den Bestimmungen des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor unterliegen.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann des Weiteren sämtliche Geschäfte tätigen welche mittelbar oder unmittelbar mit dem Hauptzweck der Gesellschaft in Verbindung stehen. Auch kann sie sämtliche kaufmännische, finanzielle, mobiliare oder immobiliare Tätigkeiten ausüben, die zur Förderung des Hauptzwecks der Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar dienlich sein können.

**Art. 3.** Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

**Art. 4.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Die Adresse des Gesellschaftssitzes kann Innerhalb der Gemeinde durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder des Geschäftsführerrates verlegt werden.

Der Gesellschaftssitz kann auf Grund eines Beschlusses der Gesellschafter, welcher nach den gesetzlichen Regelungen, die für eine Änderungen der Statuten maßgeblich sind, ergeht, an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Niederlassungen, Filialen, Agenturen, Büros oder andere Geschäftsstellen sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichten.

### **Gesellschaftskapital - Anteile**

**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt hundertfünfundzwanzigtausend Euro (125.000,- EUR), aufgeteilt in tausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile mit einem Nominalwert von je einhundert Euro (100,- EUR).

Jeder Anteil gewährt jeweils ein Stimmrecht bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Das Kapital kann zu jedem Zeitpunkt erhöht oder herabgesetzt werden sowie dies in Artikel 199 des Gesetzes von 1915 festgelegt ist.

**Art. 6.** Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer pro Anteil an.

Miteigentümer eines einzelnen Anteils müssen eine Person ernennen, die beide gegenüber der Gesellschaft vertritt.

**Art. 7.** Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung der Gesellschaftsanteile zu Lebzeiten an Dritte bedarf der Zustimmung der Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Übertragung von Todes wegen an Dritte bedarf der Zustimmung der Gesellschafter, die drei Viertel des restlichen Gesellschaftskapitals vertreten. Keine Zustimmung ist erforderlich, wenn die Übertragung an Aszendenten, Deszendenten oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

**Art. 8.** Der Tod, der Verlust der Bürgerrechte, der Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters wird nicht die Auflösung der Gesellschaft herbeiführen.

**Art. 9.** Es ist den Gläubigern, den Rechtsnachfolgern und den Erben der Teilhaber untersagt, die Güter und Dokumente der Gesellschaft aus welchem Grund auch immer versiegeln zu lassen oder sich irgendwie in die Verwaltungshandlungen einzumischen. Für die Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich auf die Gesellschaftsinventare stützen.

### **Verwaltung - Vertretung**

**Art. 10.** Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer verwaltet, ernannt durch einen Beschluss des Einzelgesellschafters oder der Gesellschafterversammlung, welche die Dauer ihrer Mandate festlegt.

Der (die) Geschäftsführer müssen nicht Gesellschafter sein. Im Fall der Ernennung mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung.

Die Geschäftsführer sind "ad nutum" abrufbar.

**Art. 11.** Sämtliche nicht ausdrücklich durch das Gesetz von 1915 oder die vorliegenden Statuten der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse fallen in die Zuständigkeit des Geschäftsführers bzw. bei mehreren Geschäftsführern in die Zuständigkeit der Geschäftsführung, der/die mit sämtlichen Befugnissen ausgestattet ist, um alle mit dem Gesellschaftszweck zu vereinbarenden Handlungen und Geschäfte vorzunehmen und zu genehmigen.

Jeder Geschäftsführer kann beschränkte Sondervollmachten für besondere Aufgaben an einen oder mehrere Bevollmächtigte erteilen, der/die kein(e) Gesellschafter zu sein braucht/brauchen.

**Art. 12.** Die Geschäftsführung versammelt sich so oft, wie es die Interessen der Gesellschaft erfordern sowie auf Einberufung eines der Geschäftsführer an dem in der Einberufung angegebenen Versammlungsort.

Jeder Geschäftsführer erhält für jede Versammlung der Geschäftsführung mindestens 24 (vierundzwanzig) Stunden vor dem für die Versammlung vorgesehenen Zeitpunkt eine mündliche oder schriftliche Mitteilung, außer im Falle einer Dringlichkeit; in einem solchen Fall wird die Art dieser Dringlichkeit (und ihre Gründe) in der Einberufung der Versammlung der Geschäftsführung kurz angegeben.

Die Versammlung kann ohne vorherige Einberufung rechtsgültig abgehalten werden, wenn alle Geschäftsführer der Gesellschaft bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie ordnungsgemäß über die Versammlung und ihre Tagesordnung informiert worden sind. Auf die Einberufung kann auch verzichtet werden, wenn das schriftliche Einverständnis jedes Geschäftsführers der Gesellschaft entweder in Urschrift oder als Telegramm, Fax, Telex oder E-Mail vorliegt.

Jeder Geschäftsführer kann sich durch schriftliche Ernennung eines anderen Geschäftsführers zu seinem Vertreter bei den Versammlungen der Geschäftsführung vertreten lassen.

Die Geschäftsführung kann nur rechtsgültig beraten und handeln, wenn die Mehrheit der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse der Geschäftsführung werden rechtsgültig mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Die Protokolle der Versammlungen der Geschäftsführung werden von allen bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet.

Jeder Geschäftsführer kann an der Versammlung der Geschäftsführung mittels Telefon-oder Videokonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel teilnehmen, bei denen sämtliche Versammlungsteilnehmer sich hören und miteinander sprechen können. Die Teilnahme an der Versammlung durch eines dieser Mittel gilt als der persönlichen Teilnahme an der Versammlung gleichwertig.

Die von allen Geschäftsführern unterzeichneten Umlaufbeschlüsse gelten als rechtsgültig gefasst, als wären sie in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung der Geschäftsführung gefasst worden. Die Unterschriften der Geschäftsführer können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren, per Brief oder Telefax verschickten Kopien eines identischen Beschlusses angebracht werden.

**Art. 13.** Die Geschäftsführer übernehmen auf der Grundlage ihres Amtes keine persönliche Haftung für Verpflichtungen, die sie im Namen der Gesellschaft eingegangen sind, soweit diese Verpflichtungen in Übereinstimmung mit den Statuten und den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 eingegangen wurden.

#### **Entscheidungen des Alleinigen Gesellschafters - Hauptversammlungen der Gesellschafter**

**Art. 14.** Jeder Gesellschafter kann an den Hauptversammlungen der Gesellschaft teilnehmen, unabhängig von der Anzahl der in seinem Eigentum stehenden Anteile. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile besitzt oder vertritt.

**Art. 15.** Die Beschlüsse der Gesellschafter sind nur rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern angenommen werden, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Abänderung der Statuten benötigt die Zustimmung (i) der einfachen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

**Art. 16.** Sollte die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter haben, so übt dieser die Befugnisse aus, die der Hauptversammlung gemäß Sektion XII des Gesetzes von 1915 zustehen.

#### **Geschäftsjahr - Konten - Gewinnausschüttungen**

**Art. 17.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember jeden Jahres.

**Art. 18.** Jedes Jahr, am 31. Dezember, werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen, Rückstellungen und sonstigen Lasten verbleibende Nettogewinn wird wie folgt verteilt:

- fünf Prozent (5%) des Gewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, gemäß den gesetzlichen Bestimmungen, bis diese 10% des gezeichneten Kapitals erreicht;
- der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

**Art. 19.** Die Geschäftsführer können beschließen, Abschlagsdividenden auszuschütten, und zwar auf Grundlage eines von den Geschäftsführern erstellten Abschlusses, aus dem hervorgeht, dass ausreichend Mittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag selbstverständlich nicht die seit dem Ende des letzten Steuerjahres erzielten Gewinne überschreiten darf, zuzüglich der übertragenen Gewinne und der verfügbaren Reserven und abzüglich der übertragenen Verluste und der Summen, die einer gesetzlich oder durch diese Statuten vorgeschriebenen Reserve zugewiesen werden.

#### **Gesellschaftsauflösung - Liquidation**

**Art. 20.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Hauptversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Hauptversammlung legt



Befugnisse und Vergütungen der Liquidatoren fest. Die Liquidatoren haben alle Befugnisse zur Verwertung der Vermögensgüter und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der nach Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft bestehende Überschuss wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu dem ihnen zustehenden Kapitalanteil aufgeteilt.

**Art. 21.** Sämtliche Streitigkeiten, welche während der Liquidation der Gesellschaft, sei es zwischen den Teilhabern selbst, sei es zwischen dem oder den Geschäftsführern und der Gesellschaft entstehen, werden, soweit es sich um die Gesellschaftsangelegenheiten handelt, durch Schiedsgericht entsprechend der Zivilprozessordnung entschieden.

**Art. 22.** Für alle Punkte, die nicht in den Statuten festgelegt sind, wird auf die Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes von 1915 über die Handelsgesellschaften, verwiesen.

#### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2015.

#### *Zeichnung und Einzahlung der Anteile*

Nach Feststellung der Statuten, wie vorstehend erwähnt, sind die tausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile durch den alleinigen Gesellschafter, Herrn Johannes MAGAR, vorgenannt, gezeichnet und voll eingezahlt worden mittels:

- einer Sacheinlage von einhundert (100) Aktien mit einem Nominalwert von je dreihundertzehn Euro (310,- EUR), welche Aktien zwanzig Prozent (20%) des Gesellschaftskapitals der nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Aktiengesellschaft „Capital Value“, mit Sitz in L-2320 Luxemburg, 68-70, Boulevard de la Pétrusse, eingetragen im Handels- und Firmenregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 148336, darstellen, (hiernach die „Aktien“); und

- einer Sacheinlage von dreihundert (300) Anteilen mit einem Nominalwert von je zehn Euro (10,- EUR), welche Anteile einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals der nach den Gesetzen Spaniens gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung „Jubilee Mallorca S.L.“, mit Sitz in E-07300 Palma de Mallorca, Carrer des Oms 50, Esc A, 1º, eingetragen im Registro Mercantil de Mallorca unter der Nummer B57811424, darstellen, (hiernach die „Anteile“).

Vorgenannte Aktien und Anteile werden der Gesellschaft hiermit zu einem Wert von insgesamt hundertfünfundzwanzigtausend Euro (125.000,- EUR) übertragen und von derselben angenommen sind.

#### *Nachweis der Existenz, der Freien Verfügbarkeit Sowie des Wertes der Eingebrachten Aktien*

Nachweis der Existenz, der freien Verfügbarkeit sowie des Wertes der Aktien wurde dem amtierenden Notar erbracht durch eine Bestätigung des Verwaltungsrates von „Capital Value“, welche den Einlegewert der Aktien auf hundertfünftausend Euro (105.000,- EUR) festlegt.

Nachweis der Existenz, der freien Verfügbarkeit sowie des Wertes der Anteile wurde dem amtierenden Notar erbracht durch eine Bestätigung des Geschäftsführers von „Jubilee Mallorca S.L.“, welche den Einlegewert der Anteile auf mindestens zwanzigtausend Euro (20.000,- EUR) festlegt.

Der Verwaltungsrat der „Capital Value“, sowie der Geschäftsführer der „Jubilee Mallorca S.L.“, bestätigen dass sie sämtliche Formalitäten der rechtmäßigen Übertragung der in die Gesellschaft eingebrachten Aktien und Anteile vornehmen werden.

#### *Tatsächliche Ausführung der Sacheinlage*

Der vorgenannte Zeichner Herr Johannes MAGAR, vorgenannt, erklärt in seiner Eigenschaft als Einbringer:

- dass er die Aktien und Anteile auf hundertfünfundzwanzigtausend Euro (125.000,- EUR) abschätzt;
- dass sowohl die Aktien als auch die Anteile voll eingezahlt sind;
- dass er der rechtliche Eigentümer der einzubringenden Aktien und Anteile ist, welche unbelastet und der Gesellschaft gesetzlich und vertraglich frei übertragbar sind;
- dass alle Übertragungsformalitäten erfüllt wurden und dass weder Vorkaufsrechte, noch andere Rechte den Aktien und Anteile anhaften, die eine Person berechtigen würden, zu verlangen, dass eine oder mehrere Aktien und/oder Anteile an ihn übertragen werden;
- dass er alle gesellschaftlichrechtlichen Berechtigungen besitzt um alle notwendigen Dokumente für die vorliegende Übertragung der Aktien und Anteile auszuführen;
- dass alle Formalitäten bezüglich vorliegender Sacheinlagen durchgeführt werden und sie damit überall und gegenüber Drittparteien rechtskräftig zu machen.

#### *Erklärung*

Der unterzeichnende Notar gibt hiermit an, beglaubigt und ausdrücklich vermerkt zu haben, dass die aufgezählten Bedingungen des Artikels 183 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften hier erfüllt worden sind.



*Beschlussfassung des Alleinigen Gesellschafters*

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, hat der eingangs erwähnte Komparent, welcher das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, in seiner Eigenschaft als Alleingesellschafter, folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Der Gesellschaftssitz befindet sich in L-2320 Luxemburg, 68-70, Boulevard de la Pétrusse.
- 2) Herr Johannes MAGAR, Bankfachwirt, geboren am 14. Juli 1961 in Saarlouis (Bundesrepublik Deutschland), beruflich wohnhaft in L-2320 Luxemburg, 68-70, Boulevard de la Pétrusse, wird zum Geschäftsführer auf unbestimmte Dauer ernannt.
- 3) Der Geschäftsführer hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaft rechtmäßig und ohne Einschränkungen durch seine alleinige Unterschrift zu verpflichten.

*Notarielle Bescheinigung*

Die Gesellschaft und ihre Satzung erfüllen nach Form und Inhalt die anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen hinsichtlich der Handelsgesellschaften, insbesondere jene bezüglich der Gesellschaften mit beschränkter Haftung.

Gemäß den derzeit im Großherzogtum Luxemburg gültigen rechtlichen Bestimmungen und Vorschriften und in Übereinstimmung mit dem vertragsrechtlichen Prinzip, dass Verträge, die vor einem Notar geschlossen werden, unmittelbar in Kraft treten, existiert die besagte Gesellschaft und erlangt ihre Rechtspersönlichkeit mit dem Datum der Unterzeichnung dieses notariellen Gründungsaktes als Körperschaft und juristische Person, in Abgrenzung von ihren Gesellschaftern, und zwar vor Erfüllung sämtlicher Registrierungs- und Veröffentlichungsformalitäten bei dem Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburgs und dem offiziellen Amtsblatt Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

*Kosten*

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, wird auf ungefähr tausendzweihundertfünfzig Euro abgeschätzt.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Signé: J. MAGAR, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 19 juin 2015. 2LAC/2015/13812. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur ff. (signé): Yvette THILL.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Référence de publication: 2015104494/217.

(150114220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

**AI Alabama (Luxembourg) Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 198.063.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth of June.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

“AI Alabama (Cayman) One Limited”, a limited liability company formed and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman, registered with the Registrar of Companies of Cayman Islands under number MC-300731,

here represented by Mrs. Caroline SCULTEUR, maître en droit, with professional address in Howald, Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Boston on June 17, 2015;

“AI Alabama (Cayman) Two Limited”, a limited liability company formed and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman, registered with the Registrar of Companies of Cayman Islands under number MC-300732,

here represented by Mrs. Caroline SCULTEUR, prenamed, by virtue of a proxy, given in Boston on June 17, 2015;

“AI Alabama (Cayman) Three Limited”, a limited liability company formed and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman, registered with the Registrar of Companies of Cayman Islands under number MC-300733,

here represented by Mrs. Caroline SCULTEUR, prenamed, by virtue of a proxy, given in Boston on June 17, 2015; and

“AI Alabama (Cayman) Four Limited”, a limited liability company formed and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman, registered with the Registrar of Companies of Cayman Islands under number MC-300734,

here represented by Mrs. Caroline SCULTEUR, prenamed, by virtue of a proxy, given in Boston on June 17, 2015.

Said proxies, initialed *ne varietur* by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in their here above stated capacities, have required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (*société à responsabilité limitée*) which they declare organized among themselves and the articles of incorporation of which shall be as follows:

**1. Corporate form and name.** This document constitutes the articles of incorporation (the “Articles”) of “AI Alabama (Luxembourg) Finance S.à r.l.” (the “Company”), a private limited company (*société à responsabilité limitée*) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the “1915 Law”).

## **2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Company (the “Registered Office”) is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a “Shareholders’ Resolution”) passed in accordance with these Articles - including article 13.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law (“Luxembourg Law”).

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

## **3. Objects.** The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.3 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.4 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) think fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.5 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) think fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.6 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.7 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security, including the guarantee and provision of security for the performance of the obligations of and the payment of any money (including capital, principal, premiums, dividends, interest, commissions, charges, discount and any related costs or expenses whether on shares or other securities) by any person including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person which is for the time being a member or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or is associated with the Company in any business or venture, with or without the Company receiving any consideration or

advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property, assets or uncalled capital (present and future) or by other means; for the purposes of this article 3.7 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of (including by advance of money, purchase of or subscription for shares or other securities and purchase of assets or services), indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness of any other person;

3.8 to do all or any of the things provided in any paragraph of this article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.9 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favor of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

**4. Duration.** The Company is established for an unlimited duration.

#### **5. Share capital.**

5.1 The Company's share capital is set at fifteen thousand Euro (EUR 15,000.00) represented by fifteen million (15,000,000) shares of one tenth of one Euro cent (EUR 0.001) each having such rights and obligations as set out in these Articles. In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision need not allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights subject as otherwise provided in these Articles.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

#### **6. Indivisibility of shares.**

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

#### **7. Transfer of shares.**

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

#### **8. Management.**

8.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time for any legitimate reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

**9. Powers of the managers.** The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action, which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

**10. Representation.** Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the following are authorised to represent and/or bind the Company:

- 10.1 if the Company has a Sole Manager, the Sole Manager;
- 10.2 if the Company has more than one Manager, any two Managers;
- 10.3 any person to whom such power has been delegated in accordance with article 11.

**11. Agent of the managers.** The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, any manager may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

## **12. Board meetings.**

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under article 12.5.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment (initiated from Luxembourg) provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned. For the avoidance of doubt, written resolution shall be avoided in case the Company has to decide any important or strategic decisions.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

## **13. Shareholders' resolutions.**

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in articles 13.3, 13.4 and 13.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultations, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in article 13.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 A resolution to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed by at least half of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.6 A meeting of shareholders may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a meeting of Shareholders provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and gives his vote in writing.

#### 14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on 1<sup>st</sup> January each year and ends on the 31<sup>st</sup> of December the same year.

#### 15. Distributions on shares.

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

**16. Dissolution and liquidation.** The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and article 13. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

#### 17. Interpretation and Luxembourg law.

17.1 In these Articles:

17.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

17.1.2 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

17.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

#### *Subscription and payment*

The fifteen million (15,000,000) shares have been subscribed as follows:

- four million five hundred sixty-five thousand two hundred and twenty (4,565,220) shares have been subscribed by "AI Alabama (Cayman) One Limited", prenamed, for a global amount of four thousand five hundred sixty-five Euro and twenty-two cents (EUR 4,565.22);

- three million two hundred eighty-nine thousand four hundred and ten (3,289,410) shares have been subscribed by "AI Alabama (Cayman) Two Limited", prenamed, for a global amount of three thousand two hundred eighty-nine Euro and forty-one cents (EUR 3,289.41);

- three million one hundred fifty-five thousand eight hundred and five (3,155,805) shares have been subscribed by "AI Alabama (Cayman) Three Limited", prenamed, for a global amount of three thousand one hundred fifty-five Euro and eighty-one cents (EUR 3,155.81).

This amount has been allocated (i) to the share capital of the Company for an amount of three thousand one hundred fifty-five Euro and eighty cents (EUR 3,155.80) and (ii) to the share premium account of the Company for an amount of one Euro cent (EUR 0.01); and

- three million nine hundred eighty-nine thousand five hundred sixty-five (3,989,565) shares have been subscribed by "AI Alabama (Cayman) Four Limited", prenamed, for a global amount of three thousand nine hundred eighty-nine Euro and fifty-seven cents (EUR 3,989.57).

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of fifteen thousand Euro and one Euro cent (EUR 15,000.01) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

#### *Transitional dispositions*

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31, 2015.



*Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred Euro.

*Resolutions of the sole shareholder*

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering himself as fully convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following persons are appointed managers of the Company for an indefinite period:

- Mr. Michael J. RISTAINO, born on October 8, 1961 in Massachusetts, United States of America; residing at 75, State Street, 29<sup>th</sup> Floor, Boston, MA 02109, United States of America;

- Mrs. Myriam DELTENRE, born on February 16, 1963 in Arlon, Belgium, residing at 48, Le Pas de Loup, B-6791 Guerlange, Belgium;

- Mrs. Linda HARROCH, born on May 10, 1973 in Casablanca, Morocco, residing in 2, rue de Peternelchen, L-2370 Howald, Grand-Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Laurent HENEN, born on September 22, 1976 in Verviers, Belgium, residing at 24, Rue de Contern, L-5339 Moutfort, Grand-Duchy of Luxembourg.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le dix-huit juin.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

**ONT COMPARU**

«AI Alabama (Cayman) One Limited», une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois des Iles Caymans, immatriculée auprès du Registrar of Companies des Iles Caymans sous le numéro MC-300731 et dont le siège social est au Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman,

ici représentée par Madame Caroline SCULTEUR, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Boston le 17 juin 2015;

«AI Alabama (Cayman) Two Limited», une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois des Iles Caymans, immatriculée auprès du Registrar of Companies des Iles Caymans sous le numéro MC-300732 et dont le siège social est au Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman,

ici représentée par Madame Caroline SCULTEUR, précitée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Boston le 17 juin 2015;

«AI Alabama (Cayman) Three Limited», une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois des Iles Caymans, immatriculée auprès du Registrar of Companies des Iles Caymans sous le numéro MC-300733 et dont le siège social est au Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman,

ici représentée par Madame Caroline SCULTEUR, précitée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Boston le 17 juin 2015; et

«AI Alabama (Cayman) Four Limited», une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois des Iles Caymans, immatriculée auprès du Registrar of Companies des Iles Caymans sous le numéro MC-300734 et dont le siège social est au Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman,

ici représentée par Madame Caroline SCULTEUR, précitée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Boston le 17 juin 2015.

Les procurations, signées ne varietur par la mandataire des comparants et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

**1. Forme et nom.** Ce document constitue les statuts (les «Statuts») de «AI Alabama (Luxembourg) Finance S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg notamment la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»).



## 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le «Siège Social») est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit au sein de la même commune du Grand-Duché de Luxembourg par:

(a) L'associé Unique (tel que défini à l'article 8.2) si la Société est administrée par un Associé Unique; ou

(b) Le Conseil de Gérance (tel que défini à l'article 8.3) si la Société administrée par un Conseil de Gérance; ou

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (au sein de la même commune ou non) par résolution des associés de la Société (une «Résolution des Associés») prise en conformité avec ces Statuts - notamment l'article 13.4 - et les lois en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg notamment la Loi de 1915 (la «Loi Luxembourgeoise»).

2.3 Au cas où des événements d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège social, restera de nationalité luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par l'Associé Unique ou le Conseil de gérance, le cas échéant.

2.4 La Société peut ouvrir des bureaux ou des succursales au sein du Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

## 3. Objet. L'objet de la Société est:

3.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes entités dans lesquelles la Société a un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (soit par souscription originale, offre publique, achat, échange ou autre) la totalité ou une partie du capital, des actions, des obligations, des bons ou autres titres émis ou garantis par toute personne et tout autre actif et de les détenir en tant qu'investissements, de les vendre, de les échanger et d'en disposer;

3.2 de détenir toutes actions, obligations et autres titres ainsi acquis; d'améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, disposer de, octroyer des options sur, ou négocier la totalité ou une partie des biens et droits de la Société;

3.3 de réaliser tout commerce ou affaires de toutes sortes et d'acquérir, entreprendre ou poursuivre tout ou une partie des affaires, des biens et/ou passifs de toute personne réalisant des affaires;

3.4 d'investir et de négocier de l'argent et les fonds de la Société de quelque manière que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié) estime adéquate et de prêter de l'argent et d'octroyer crédit à toute personne avec ou sans garantie;

3.5 d'emprunter, lever ou garantir le paiement de sommes d'argent de quelque manière que l'Administrateur Unique ou le Conseil de Gérance estime adéquate, incluant l'émission (dans le cadre permis par la Loi Luxembourgeoise) d'obligations et autres titres ou instruments financiers, perpétuels ou autre, convertibles ou non, à payer ou non sur la totalité ou une partie des biens de la Société (présents et futurs) ou sur son capital non encore libéré, et d'acheter, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.6 d'acquérir tout intérêt dans, fusionner avec, ou entrer dans tout partenariat ou accord relatif au partage de profits, l'union d'intérêts, la coopération, la participation en société, la concession mutuelle ou autre, avec toute personne, incluant tout employé de la Société;

3.7 de conclure toute garantie ou tout engagement d'indemniser, et de fournir toute sûreté incluant les garanties et octroi de sûretés pour la réalisation d'obligations et le paiement de toute somme d'argent (incluant le capital, le principal, les primes, dividendes, intérêts, commissions, charges, escomptes ou tous coûts relatifs ou dépenses sur actions ou autre titres) par toute personne incluant toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect ou toute personne étant membre ou ayant un intérêt direct ou indirect dans la Société ou étant associée avec la Société dans toute activité ou entreprise, que la Société en reçoive ou non une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect), soit par engagement personnel ou hypothèque, sûreté ou privilège sur tout ou une partie du fonds de commerce, des biens, des actifs ou du capital non encore libéré de la Société (présent et futur) ou par tout autre moyen; pour les besoins du présent article 3.7 «garantie» inclut toute obligation, quel qu'en soit le libellé, de payer, satisfaire, fournir des fonds pour le paiement ou la satisfaction de (incluant l'avance d'argent, l'achat ou la souscription d'actions ou autres titres et l'achat d'actifs ou de services), d'indemniser et maintenir indemnisé contre les conséquences d'un défaut de paiement, ou d'être responsable, de toute autre manière, des dettes de toute autre personne;

3.8 de faire toute chose prévue aux paragraphes du présent article 3 (a) dans toute partie du monde; (b) en tant que commettant, agent, le contractant, fiduciaire ou autre; (c) par l'intermédiaire de fiduciaires, agents, sous-contractants ou autres; (d) seul ou avec d'autre(s) personne(s);

3.9 de faire toutes choses (incluant conclure, réaliser ou délivrer des contrats, actes, accords et arrangements avec ou en faveur de toute personne) que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié) considère comme incitant ou propice à l'accomplissement de tout ou partie de l'objet social de la Société, ou l'exercice de tout ou partie des pouvoirs de celle-ci;

SOUS RESERVE que la Société n'entrera jamais dans aucune opération qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui exigerait une licence professionnelle conformément à la Loi Luxembourgeoise, sans l'autorisation requise par celle-ci.

**4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

#### **5. Capital social.**

5.1 Le capital social de la Société est de quinze mille euros (EUR 15.000,00) représenté par quinze millions (15.000.00) de parts sociales, d'une valeur d'un millième d'euro (EUR 0,001) chacune (les «Parts Sociales»); ayant les droits et obligations tel que prévus par les Statuts. Dans les présents Statuts, «Associés» signifie les détenteurs au moment opportun de Parts Sociales et «Associé» devra être interprété conformément.

5.2 La Société peut établir un compte de prime d'émission (le «Compte de Prime d'Emission») sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions visant à utiliser le Compte de Prime d'Emission doivent être prises par les Associé(s) conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts.

5.3 La Société peut, sans restriction, accepter de l'équité ou d'autres contributions sans émettre de Parts Sociales ou d'autres titres en contrepartie de celles-ci et peut inscrire ces contributions sur un ou plusieurs comptes. Les décisions relatives à l'utilisation de l'un de ces comptes doivent être prises par les Associé(s) conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts. Pour éviter tout doute une telle décision ne doit allouer aucune des contributions au contributeur.

5.4 Toutes les Parts Sociales ont des droits égaux.

5.5 La Société peut racheter, rembourser et/ou annuler ses Parts Sociales conformément à la Loi de 1915.

#### **6. Indivisibilité des parts sociales.**

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 Une Part Sociale peut être enregistrée au nom de plusieurs personnes sous réserve que tous les détenteurs d'une Part Sociale notifient par écrit à la Société lequel d'entre eux devra être considéré comme leur représentant; la Société s'adressera à ce représentant comme s'il était l'unique associé au regard de cette Part Sociale notamment eu égard à l'exercice du droit de vote, aux dividendes ainsi qu'à tous autres droits à paiement.

#### **7. Transfert des parts.**

7.1 Dans l'hypothèse où la Société ne comprend qu'un seul Associé, les Parts Sociales seront librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où la Société comprend plusieurs Associés:

7.2.1 Les Parts Sociales ne sont pas transmissibles autrement qu'à cause de mort à d'autres personnes que les Associés à moins que les Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales aient accepté le transfert en assemblée générale;

7.2.2 Les Parts Sociales ne peuvent être transmises à cause de mort à d'autres personnes que les Associés à moins que les Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales détenues par les ayants droit aient accepté le transfert ou dans les circonstances prévues par l'article 189 de la Loi de 1915;

7.2.3 Le transfert de Parts Sociales est soumis aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

#### **8. Gérance.**

8.1 La Société est administrée par un ou plusieurs gérants («Gérants») nommés par une Résolution des Associés prise en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts.

8.2 Dans le cas où la Société est administrée par un seul gérant, il est défini ci-après comme le «Gérant Unique».

8.3 En cas de pluralité de gérants, ils constitueront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

8.4 Un gérant pourra être révoqué à tout moment, pour toute cause légitime, par Résolution des Associés prise en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts.

**9. Pouvoirs des gérants.** Le Gérant Unique, lorsque la Société n'a qu'un seul gérant, ou dans tous les autres cas, le Conseil de Gérance, peut prendre toutes les actions nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société, à l'exception de celles requérant une décision des Associés conformément à la Loi Luxembourgeoise ou aux présents Statuts.

**10. Représentation de la société.** Sous réserve des dispositions prévues par la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts, les personnes suivantes son autorisées à représenter et/ou engager la Société:

10.1 Dans le cas où la Société n'a qu'un Gérant Unique, le Gérant Unique;

10.2 En cas de pluralité de gérants, deux des Gérants;

10.3 Toute personne à qui le pouvoir aura été délégué en conformité avec l'article 11.

**11. Agent des gérants.** Le Gérant Unique, ou en cas de pluralité de Gérants, tout gérant, peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées et détermine les pouvoirs, responsabilités et la rémunération (le cas échéant) de tout mandataire, la durée de représentation de la Société ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

## **12. Réunion du conseil de gérance.**

12.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les «Réunions du Conseil de Gérance») sont convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance nommera un président.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil de Gérance sans convocation préalable si tous les gérants ont renoncé aux formalités de convocation, soit par écrit ou lors de la dite Réunion du Conseil de Gérance en personne ou par un représentant autorisé.

12.3 Tout Gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une Réunion du Conseil de Gérance par un autre Gérant (à l'exclusion de toute autre personne), pour assister, délibérer, voter et exécuter ses fonctions en son nom lors de cette Réunion du Conseil de Gérance. Un Gérant peut agir en tant que représentant de plusieurs autres Gérants lors d'une Réunion du Conseil de Gérance sous réserve que (et tant que les conditions de quorum sont satisfaites) au moins deux Gérants soient physiquement présents à la Réunion du Conseil de Gérance tenue en personne ou participent à la Réunion du Conseil de Gérance tenue conformément à l'article 12.5.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

12.5 Tout Gérant ou son représentant peut valablement participer à une Réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire (initiée depuis le Luxembourg) sous réserve que chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les autres participants tout au long de la réunion. Ledit participant sera réputé présent à la réunion, sera comptabilisé dans le quorum et habilité à prendre part au vote. Conformément à la Loi Luxembourgeoise, toute affaire conclue de telle manière par les Gérants sera, pour les besoins de ces Statuts, réputée valablement et effectivement conclue par le Conseil de Gérance, nonobstant le fait que le nombre de Gérants (ou leur représentant) physiquement présents au même endroit est inférieur au nombre requis.

12.6 Une résolution écrite, signée par tous les Gérants (ou pour tout Gérant, son représentant), est valide et effective comme si elle avait été adoptée lors d'une Réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue et peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu, signés par ou au nom d'un ou plusieurs des Gérants. Les résolutions écrites devront être évitées en cas de prise de décisions importantes et stratégiques.

12.7 Les procès-verbaux des Réunions du Conseil de Gérance sont signés et les extraits de ces procès-verbaux certifiés par tous les Gérants présents aux réunions.

## **13. Résolutions des associés.**

13.1 Tout Associé dispose d'un vote pour chaque action qu'il détient.

13.2 Comme prévu aux articles 13.3, 13.4 et 13.5, les Résolutions des Associés sont valablement prises seulement si les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent, toutefois si le quorum n'est pas atteint lors de la première réunion ou première consultation écrite, les Associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée avec accusé de réception et la résolution pourra être prise à la majorité des votes enregistrés, sans tenir compte du nombre de Parts Sociales représentées.

13.3 Le changement de nationalité de la Société ainsi que l'accroissement des participations des Associés dans la Société requièrent l'unanimité.

13.4 Tel qu'il est prévu à l'article 13.3, toute résolution modifiant les Statuts (y compris un changement de Siège Social) ne peut être adoptée que par une majorité en nombre des Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales.

13.5 Une résolution visant à déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou à nommer les liquidateurs ne peut être adoptée que par une majorité en nombre des Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales.

13.6 Une assemblée des Associés peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les Associés ont renoncé aux formalités de convocation, soit par écrit ou lors de la dite assemblée en personne ou par représentant autorisé.

13.7 Un Associé pourra être représenté à une assemblée des Associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

13.8 S'il y a moins de vingt-cinq Associés, les Résolutions des Associés pourront être prises par écrit et non en assemblée, sous réserve que chaque Associé reçoive le texte exact des résolutions et des décisions à adopter et donne son vote part écrit.

## **14. Exercice social.**

14.1 L'année sociale de la Société commence le 1<sup>er</sup> janvier chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

## **15. Distribution des parts.**

15.1 Du bénéfice net, déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent seront prélevés et alloués à la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent du capital nominal de la Société.

15.2 Dans le respect de la Loi luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société peut distribuer des dividendes conformément aux droits respectifs des Associés.

15.3 Le Gérant unique ou le Conseil de Gérance, le cas échéant, peut décider de payer des dividendes intérimaires au (x) associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon les présents Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'associé (s).

**16. Dissolution et liquidation.** La dissolution de la Société sera décidée par l'assemblée des Associés en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et l'article 13. Si à tout moment il n'y a qu'un seul Associé, celui-ci peut à sa propre discrétion, décider de liquider la Société en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et dettes, connus ou inconnus, de la Société.

### **17. Interprétation et loi luxembourgeoise.**

17.1 Dans les présents Statuts:

17.1.1 Une référence à:

- (a) un genre inclut tous les genres;
- (b) (à moins que le contexte ne requiert autrement) l'utilisation du singulier inclut le pluriel et inversement;
- (c) une «personne» inclut la référence à tout particulier, entreprise, corporation et autre entité sociétaire, gouvernement, état ou organisme d'état ou toute société commune, association ou partenariat, ou tout corps syndical (qu'il ait ou non une personnalité juridique propre);
- (d) une disposition légale ou loi inclut toutes modifications et toutes refontes de celle-ci (avec ou sans modification).

17.1.2 Les titres contenus dans les présents Statuts n'affectent pas leur interprétation.

17.2 En sus des présents Statuts, la Société est aussi soumise à toutes dispositions applicables de la Loi Luxembourgeoise.

#### *Souscription et libération*

Les quinze millions (15.000.00) de parts sociales ont été souscrites comme suit:

- quatre millions cinq cent soixante-cinq mille deux cent vingt (4.565.220) parts sociales ont été souscrites par «AI Alabama (Cayman) One Limited», précitée, pour un montant total de quatre mille cinq cent soixante-cinq euros et vingt-deux centimes (EUR 4.565,22);

- trois millions deux cent quatre-vingt-neuf mille quatre cent dix (3.289.410) parts sociales ont été souscrites par «AI Alabama (Cayman) Two Limited», précitée, pour un montant total de trois mille deux cent quatre-vingt-neuf euros et quarante-et-un centimes (EUR 3.289,41);

- trois millions cent cinquante-cinq mille huit cent cinq (3.155.805) parts sociales ont été souscrites par «AI Alabama (Cayman) Three Limited», précitée, pour un montant total de trois mille cent cinquante-cinq euros et quatre-vingt-un centimes (EUR 3.155,81);

Ce montant est alloué (i) au capital social de la Société pour un montant de trois mille cent cinquante-cinq euros et quatre-vingt centimes (EUR 3.155,80) et (ii) au compte de prime d'émission de la Société pour un montant d'un centime d'euro (EUR 0,01); et

- trois millions neuf cent quatre-vingt-neuf mille cinq cent soixante-cinq (3.989.565) parts sociales ont été souscrites par «AI Alabama (Cayman) Four Limited», précitée, pour un montant total de trois mille neuf cent quatre-vingt-neuf euros et cinquante-sept centimes (EUR 3.989,57).

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de quinze mille euros et un centime (EUR 15.000,01) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

#### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2015.

#### *Frais*

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à mille cinq cents euros.

#### *Résolutions de l'associé unique*

Et aussitôt l'associé, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqué, a tenu une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 2-4 rue Beck, L-1222 Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Michael J. RISTAINO, né le 8 octobre 1961 à Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, demeurant au 75 State Street, 29<sup>th</sup> Floor, Boston, MA 02109, Etats-Unis d'Amérique;

- Madame Myriam DELTENRE, née le 16 février 1963 à Arlon, Belgique, demeurant au 48, Le Pas de Loup, B-6791 Guerlange, Belgique;

- Madame Linda HARROCH, née le 10 mai 1973 à Casablanca, Maroc, résidant au 2, rue Peternelchen, L-2370 Howald, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Monsieur Laurent HENEN, né le 22 septembre 1976 à Verviers, Belgique, demeurant au 24, Rue de Contern, L-5339 Moutfort, Grand-Duché de Luxembourg.

Dont acte, passé à Belvaux, les jour, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. SCULTEUR, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 29 juin 2015. Relation: EAC/2015/14789. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

*Le Receveur ff.* (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015104566/532.

(150115660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

**CETP II Graze S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 476.074,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 172.809.

Il résulte de contrats de cession de parts sociales qu'avec effet au 20 juin 2015 que:

- CETP II Participations S.à r.l. SICAR («CETP2P»), société à responsabilité limitée d'investissement en capital à risque de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, 4e étage, L-1653 Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 130 698, a cédé 1.243 parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de une Livre Sterling (GBP 1) chacune à High Line Venture Partners III, L.P, un limited partnership organisé en vertu des lois de l'état du Delaware, ayant son siège social au 555 W. 18<sup>th</sup> Street, New York, NY 10011 et immatriculé auprès du State of Delaware Secretary of State Division of Corporations sous le numéro 5577822 ("High Line");

- CETP II Participations S.à r.l. a cédé une (1) part sociale de la Société ayant une valeur nominale de une Livre Sterling (GBP 1) à CETP II Graze Finance S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, 4e étage, L-1653 Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 173 063; et

- CETP II Co-Invest S.à r.l., société à responsabilité limitée de titrisation de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, 4e étage, L-1653 Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 159 888, a cédé 246 parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de une Livre Sterling (GBP 1) chacune à High Line;

Suite à ces transferts, les parts sociales de la Société sont détenues comme suit:

- CETP II Participations S.à r.l. SICAR: .....	346.192 parts sociales
- CETP II Co-Invest S.à r.l.: .....	68.485 parts sociales
- CETP II Graze Finance S.à r.l.: .....	1 part sociale
- High Line Venture Partners III, LP: .....	1.489 parts sociales
- DFJ Europe X LP: .....	7.560 parts sociales
- DFJE III FP LP: .....	1.893 parts sociales
- DFJ Esprit Capital III LP: .....	50.452 parts sociales
- CETP II Advisor S.à r.l.: .....	1 part sociale
- The Carlyle Group (Luxembourg) S.à r.l. ....	1 part sociale

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

CETP II Graze S.à r.l.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015102860/37.

(150112390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

**Direl HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.467,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 143.935.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Direl Holdco S.à r.l.*

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015103804/11.

(150114299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

---

**Private Equity Global Select II, Sicar S.C.A., Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.  
R.C.S. Luxembourg B 112.736.

*Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale annuelle de la Société tenue le 18 juin 2015:*

- Le mandat de PricewaterhouseCoopers, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, réviseur d'entreprise agréé de la Société, a été renouvelé;

- Le nouveau mandat de PricewaterhouseCoopers prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle de la Société qui se tiendra en 2016.

Luxembourg, le 7 juillet 2015.

Référence de publication: 2015109670/14.

(150119567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

---

**Japan Dynamic Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 21.694.

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui s'est tenue le 26 juin 2015 a décidé de:

- renouveler les mandats de:

Monsieur Albert ABEHSERA, Chairman, IFDC Limited, 3 Wimpole Street, London W1G 9SQ, United Kingdom,

Monsieur Jean BODONI, Director, IFDC S.A. Group, 32, rue Mathias Goergen, L-8028 Strassen, Luxembourg

Monsieur Germain GIRAUD, Director, IFDC Limited, 51, rue St Roch, 75001 Paris, France

Monsieur Michel HARDY, Director, IFDC S.A. Group, Rue de Namur 9, B-05080 Warisoulx-la-Bruyère, Belgique

Monsieur Keisuke MURATSU, Senior Adviser, IFDC S.A. Group, President, Activity International Inc., 3-3-2, Minami Azabu, Minato-ku, Tokyo 106-0047, Japon

Monsieur John PAULY, Director, Degroof Gestion Institutionnelle, 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Luxembourg

en leur qualité d'administrateurs pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016,

Monsieur Albert ABEHSERA et Michel LENTZ ont été nommés à la fonction de Délégué à la gestion depuis le 13 février 2007 pour une période indéterminée.

- de renouveler le mandat de KPMG Luxembourg, Société Coopérative, 39, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, RCS B-149133, en qualité de Réviseur d'Entreprises pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

*Pour JAPAN DYNAMIC FUND*

*Société d'Investissement à Capital Variable*

*RBC INVESTOR SERVICES BANK S.A.*

*Société Anonyme*

Référence de publication: 2015104024/28.

(150114268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

---